

D 69884

APER

ADHÉRANT A LA
CONVENTION RÉPUBLICAINE
DES PEUPLES D'ESPAGNE

BDIC



AGENCE DE PRESSE ESPAGNE POPULAIRE
édition française



N° 104

JANVIER 1979

I CONFERENCE ANTIMPERIALISTE D'ESPAGNE ET DU PORTUGAL



NON A LA DOMINATION IMPÉRIALISTE
NON AUX BASES MILITAIRES ÉTRANGÈRES
NON AUX BLOCS MILITAIRES
NI OTAN NI PACTE DE VARSOVIE
OUI A L'INDÉPENDANCE NATIONALE

DISTRIBUTION
Comité Unitaire de Solidarité avec les Peuples d' Espagne
C.U.S.P.E.
9, rue Morand - Paris XIè

2 F

POP. 4210

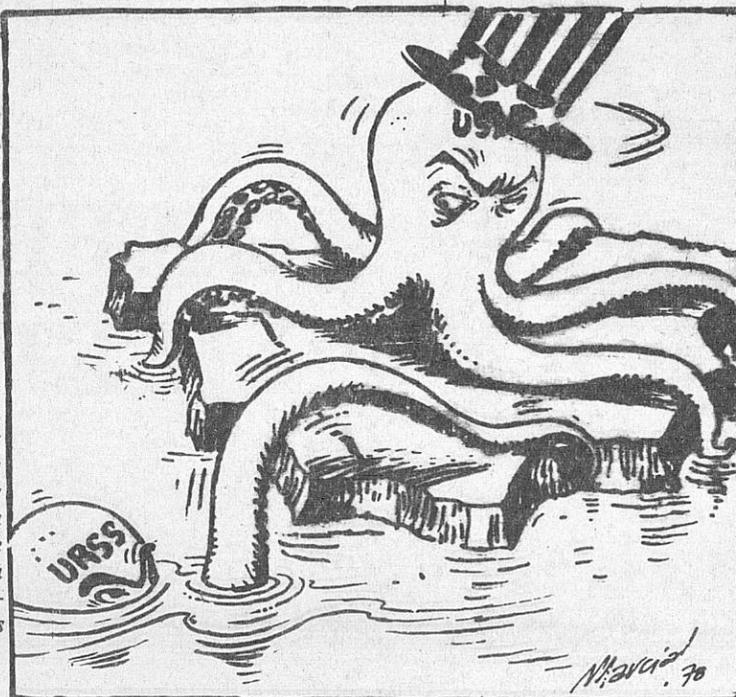
INTRODUCTION

Pourquoi la Conférence Anti-Impérialiste?

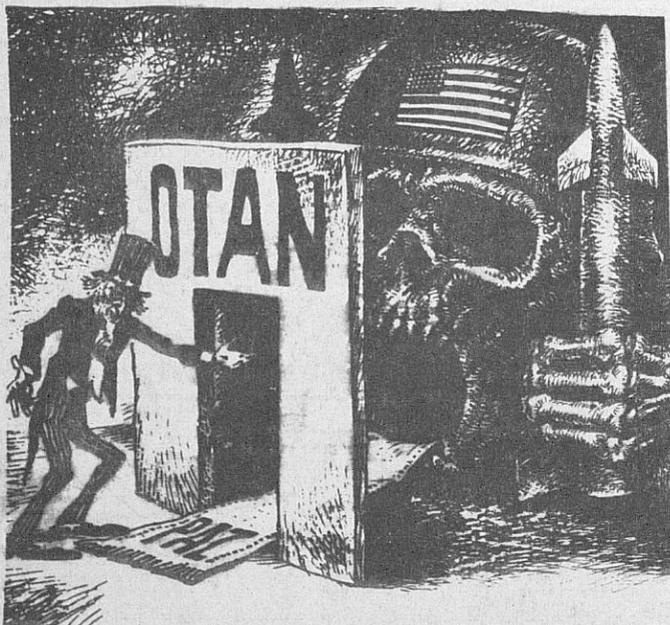
Parler de la domination impérialiste sur l'Espagne, ce n'est pas parler d'un aspect secondaire ou marginal de la situation espagnole, d'un problème parmi tant d'autres que subiraient les peuples d'Espagne, plus ou moins actuel et plus ou moins important que le chômage, les avatars de la démocratisation, ou la question des nationalités.

En réalité, et bien que la politique du consensus implique aussi le silence sur cette question, aucune transformation sérieuse dans aucun domaine ne saurait être entreprise sans remettre en cause la domination de l'impérialisme, responsable pour une part essentielle de la situation et des problèmes actuels des peuples d'Espagne. La ruine de l'agriculture, par exemple, n'est-elle pas due en grande partie aux importations massives d'excédents agricoles U.S.? Les fermetures d'usines et les restructurations ne sont-elles pas l'effet le plus visible de la volonté de l'impérialisme de faire supporter tout le poids de la crise à la classe ouvrière et aux couches des pays qu'il domine? Ignore-t-on qui impose et construit ces centrales nucléaires qui sont une menace constante pour la sécurité de régions entières? Et les officiers de l'Armée de Franco, rebaptisée un peu vite Armée de la démocratie, où donc font-ils tous leurs classes, sinon dans les Académies Militaires américaines? Et les matériels ultra-sophistiqués dont ils sont équipés, d'où viennent-ils?

Au moment où cette domination de l'impérialisme, déjà évidente sous le franquisme, se fait de plus en plus pesante et menaçante, avec l'adhésion prochaine de l'Espagne à l'OTAN —on nous excusera le terme adhésion, parfaitement impropre dans la mesure où les principaux intéressés, le peuple, sont tenus complètement à l'écart des tractations entre



«C'est un fait que la Péninsule Ibérique constitue dans la situation mondiale actuelle une zone de grande importance stratégique pour les ambitions économiques et les plans de guerre des puissances impérialistes» (Manifeste Anti-Impérialiste)



L'entrée formelle de l'Espagne dans l'OTAN constitue pour les peuples d'Espagne une menace réelle de se voir entraînés dans une aventure militariste.

maîtres et serviteurs où tout se jouera vraiment— avec la construction en cours aux Canaries, dans un climat de totale opposition populaire, de ce qui doit être la plus grande base américaine du monde, et dans un contexte international de rivalité accrue entre les deux superpuissances, avec les menaces qui en découlent, pour tous les peuples du monde, la Conférence Anti-Impérialiste doit permettre à toutes les forces patriotiques et anti-impérialistes d'Espagne et du Portugal, avec le soutien des forces anti-impérialistes du monde entier, de dénoncer dans tous ses aspects la domination de l'impérialisme, et de commencer à forger un puissant mouvement unitaire de lutte contre l'impérialisme.

Le présent dossier de l'APEP, a pour objet de donner à nos lecteurs, et, de manière plus générale, aux forces et aux personnalités anti-impérialistes d'expression française, une vue aussi concrète que possible des problèmes posés par la domination impérialiste en Espagne et des luttes actuelles menées par les peuples d'Espagne contre cette domination.

Après avoir reproduit le texte du Manifeste qui sert de base aux travaux de la Conférence, nous aborderons dans deux articles certains des problèmes essentiels posés par la domination impérialiste en Espagne, et nous donnerons pour terminer un bref aperçu des premières actions engagées dans le cadre de la Conférence Anti-Impérialiste.

— Installer en Espagne de grandes succursales des banques yankees, comme c'est le cas ces jours-ci de la Chase, afin de contrôler sur le terrain le marché financier espagnol de manière à accélérer la restructuration et la concentration des entreprises, l'élimination des petites et moyennes entreprises et la subordination des entreprises étatisées aux intérêts des multinationales (c'est ainsi que la SEAT doit cesser de dépendre du monopole d'État l'INI (1) pour être rachetée par la maison-mère FIAT, qui aura alors les coudées franches pour restructurer le personnel de la première entreprise d'Espagne).

LES SERVITEURS ESPAGNOLS DE LA TRILATÉRALE

Les brèves indications qui précèdent suffisent à démontrer que le programme de la Trilatérale s'identifie en tous points à l'action de l'actuel gouvernement de Madrid qui, du reste, ne dissimule nullement son alignement sur les positions américaines ni sa volonté d'adhérer à l'OTAN, ni sa compréhension à l'égard des investisseurs étrangers, pour lesquels il n'hésite pas à modifier ses propres lois lorsqu'elles ne sont pas assez tolérantes, comme ce fut déjà le cas pour FORD, et comme cela va vraisemblablement l'être à nouveau, puisque le constructeur américain vient de décider de doubler ses investissements en Espagne, où la main d'œuvre est décidément meilleur marché qu'en Grande Bretagne...

Mais la gauche espagnole, s'il est encore possible d'appeler ainsi les hommes du consensus et du Pacte Social — nous ne parlons pas de la base sincèrement socialiste et communiste de ces partis, ni de certains de leurs dirigeants ni de nombre de leurs cadres qui rejettent de plus en plus la politique de Carrillo et Gonzalez — cette gauche est, elle aussi, au service de la politique de Carter et de la Trilatérale, elle est même devenue une pièce maîtresse de leur stratégie, chargée, parce qu'elle est seule à pouvoir le faire, de donner un minimum de crédibilité démocratique aux héritiers de Franco.

C'est ainsi que la politique du consensus s'étend à toutes les questions touchant à l'indépendance nationale, dont on convint de s'abstenir de parler dans le texte constitutionnel (2), à la présence militaire U.S., à la politique de porte ouverte au capital multinational.

C'est ainsi que la militarisation de l'économie et l'achat de matériel de guerre sophistiqué n'a pas de plus ardent défenseur que le socialiste Mugica, qui déclare candidement être dans les casernes comme chez lui...

(1) Institut National pour l'Industrie

(2) Cf. APEP 101 et 103



Au centre Carrillo et Mugica apportant leur appui à l'Armée fasciste.

C'est ainsi que le PSOE de Felipe Gonzalez et Willy Brandt se charge de missions très spéciales dans certains pays d'Amérique Latine, où il prépare les futures solutions de rechange (à l'espagnole?) à des dictatures par trop discréditées, et que l'«Internationale Socialiste» vient de prendre clairement position, à Lisbonne, pour la démocratisation du continent latino-américain sous les auspices de la doctrine Carter.

C'est ainsi que Mister Carrillo, premier invité communiste de l'Université de Yale, a salué les changements intervenus depuis l'élection de Carter :

«Je crois qu'il y a eu d'importants changements dans le sens positif depuis que Carter a accédé à la présidence...»

De leur côté, ses hôtes ont été séduits par l'image nouvelle que Carrillo a donné du Communisme — il a du reste choisi la tribune de Yale pour annoncer



Montage. Contribution de FERNANDO MAÑEZ à l'Exposition Anti-impérialiste.

qu'il abjurait le léninisme! —, et la presse américaine a titré : «L'Espagnol Carrillo rend le rouge respectable!».

Simple échange de politesses? L'identification est beaucoup plus profonde : dans son livre «L'Eurocommunisme et l'État», Carrillo s'explique sans détours :

«Nous sommes confrontés à un processus d'internationalisation des forces productives et à la réalité des investissements de capital étranger et multinational... Les investissements de capitaux étrangers et les activités des multinationales dans notre pays ne seront pas entravés. Par conséquent, chez nous, le capital étranger va extraire de la plus value, il va réaliser des bénéfices».

Positions qui, comme par hasard, s'identifient parfaitement à celle des stratèges de la Trilatérale, qui, de leur côté, soulignent l'évolution positive, du point de vue des intérêts de l'impérialisme, de l'eurocommunisme en général, et du PCE en particulier.

Enfin, la liste des pions dont dispose la Trilatérale sur l'échiquier politique espagnol serait incomplète si nous ne mentionnions pas les tenants espagnols de la théorie des trois mondes, qui comme l'ORT, prétendent faire du social-impérialisme russe l'ennemi principal des peuples d'Espagne.

C'est pourquoi la lutte anti-impérialiste est, aujourd'hui plus que jamais, indissociable de la lutte contre la monarchie continuiste et toutes ses manœuvres de pseudo-démocratisation, tout comme elle est inséparable de la lutte contre l'ensemble des forces collaborationnistes, qui sont d'accord pour ne pas remettre en cause les fondements de la domination impérialiste sur l'Espagne.

LA PENETRATION CULTURELLE ET IDEOLOGIQUE DE L'IMPERIALISME

INTRODUCTION

L'impérialisme connaît bien le rôle de la culture, de l'art et de la science et sait que la pénétration idéologique et culturelle, la colonisation scientifique et technologique et tout ce qui permet d'influer sur l'idéologie des individus et de la société que l'on veut placer sous son influence et dominer, facilite l'agression et la « présence » militaire, économique et politique de l'impérialisme.

Les impérialistes savent très bien que les idées, instruments de transformation du monde, sont une « marchandise » rentable à long terme; et ils sont convaincus de l'importance de produire des idées même s'il leur faut pour cela « importer » des cerveaux pour exporter ensuite ce qu'ils auront produit.

Dans un monde où la même multinationale fabrique du napalm et du matériel sophistiqué pour l'armée des U.S.A. et pour d'autres armées « amies » et produit des films à Hollywood, des livres à New York ou des programmes de télévision qui sont exportés tout comme le napalm vers les « pays amis », la culture de masse ne peut se situer en marge de la politique impérialiste, des plans expansionnistes, des ambitions et des intérêts concrets des multinationales.

La pénétration culturelle, idéologique, scientifique et technique de l'impérialisme yankee en Espagne a bénéficié dès 1951 d'un double avantage:

- de la présence de l'oligarchie franquiste, antinationale, qui lui a largement ouvert les portes du pays.
- de l'état de destruction avancé dans lequel cette classe dominante avait plongé la culture espagnole avec la victoire fasciste de 1939 (assassinat ou exil de tous les intellectuels et scientifiques progressistes, épuration radicale du corps des enseignants, maintien de la population dans l'ignorance par la terreur et grâce à l'appui de l'Église.)

Actuellement, cette dilapidation et cette destruction du patrimoine naturel et culturel de l'Espagne se poursuivent : dans l'Espagne du tourisme, on peut saccager les côtes, les paysages, les sites archéologiques, vendre des monuments

romains à Rockefeller et brader le patrimoine bibliographique de l'Espagne.

L'avènement de Juan Carlos et la soi-disant démocratisation de l'Espagne n'ont nullement arrêté ni même freiné la pénétration scientifique et technique, idéologique et culturelle de l'impérialisme américain, bien au contraire, ils ont contribué, dans bien des domaines, à renforcer cette pénétration, à l'institutionnaliser en quelque sorte.

L'ENSEIGNEMENT

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

En ce qui concerne l'enseignement, la pénétration nord-américaine a commencé dès la préparation des premiers accords yankee-franquistes de 1953.

Des établissements d'enseignement américains ont été créés dans les principales villes espagnoles. Les méthodes d'enseignement américains y sont appliquées par des professeurs nord-américains.

Tous ces collèges et instituts sont financés par des organismes américains officiels. Les établissements les plus connus en Espagne sont:

- L'Institut d'Études nord-américaines de Barcelone (financé par le « Service Culturel » des USA) et ses succursales dans les principales villes espagnoles, notamment l'American college (ou Université Nord-Américaine de Barcelone)

- L'American Field Service de Madrid, directement dépendant de l'Ambassade des USA et contrôlé par la CIA.

- L'American School promue par le département d'État des USA.

D'autres organismes, dirigés par la CIA tels *The Experiment*, procèdent à des échanges d'étudiants entre l'Espagne et les États Unis.

Un système de bourses, le plan *Fulbright Maya* a été instauré en 1958, qui permet à l'impérialisme de former ses cadres espagnols aux États Unis.

REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

C'est surtout à partir de 1969, 70, que la pénétration yankee a gagné l'ensemble du système éducatif espagnol.

En 1970, parallèlement au renouvellement des accords yankee-franquistes, une réforme de l'enseignement totalement dictée par le gouvernement américain au gouvernement franquiste, financée par la Banque Mondiale et la Fondation Ford, a vu le jour, avec pour objectif d'adapter l'enseignement espagnol aux nécessités des monopoles américains.

Le gouvernement franquiste acceptait le droit de regard de la Banque Mondiale sur l'application de la Réforme et l'administration des crédits; en d'autres termes, il livrait pieds et poings liés, le système d'enseignement espagnol à l'impérialisme américain.

DÉGRADATION DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT PÉNÉTRATION AMÉRICAINE DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

A partir de 1970, l'existence de deux universités a été institutionnalisée :

- D'une part, l'Université d'État, avec des fonctions de plus en plus secondaires, qui se dégrade donc. Elle est fréquentée par la grande majorité des étudiants.

- D'autre part une université élitiste, oligarchique et pro-impérialiste, constituée par les universités américaines et religieuses.

Les principaux organismes qui la composent sont, en général, tous liés à des universités américaines spécialisées dans des domaines particulièrement intéressants pour l'impérialisme. Nous pouvons citer, entre autres:

- L'Université de Navarre, appartenant à l'Opus Dei, financée par le gouvernement espagnol et par des fondations nord-américaines.

- L'Institut d'Études Supérieures de l'Entreprise (IESE) de Barcelone, qui forme des cadres pour gérer les

MANIFESTE ANTI-IMPERIALISTE

C'est un fait que la Péninsule Ibérique constitue dans la situation mondiale actuelle une zone de grande importance stratégique pour les ambitions économiques et les plans de guerre des puissances impérialistes.

Les peuples d'Espagne et du Portugal ont souffert pendant plusieurs décennies l'oppression barbare des régimes fascistes de Salazar-Caetano et de Franco, régimes qui avaient en commun, outre d'autres aspects essentiels, leur nature anti-nationale, traître à la patrie, et pro-impérialiste.

Après la disparition des dictateurs, sans oublier les différences existant entre la situation politique intérieure de chacun des pays voisins, la botte de l'impérialisme continue de peser sur l'un et l'autre, bien plus, on a vu s'accroître dans tous les domaines la pénétration économique des multinationales et des banques, ainsi que la dépendance des deux pays par rapport à l'impérialisme américain, et en second lieu par rapport à l'impérialisme allemand et européen en général.

Par cette dépendance qui se manifeste dans les domaines économique, politique, militaire, culturel et technologique, l'impérialisme s'efforce d'étouffer de plus en plus les aspirations des peuples de la Péninsule Ibérique à être les maîtres de leur propre destin. La nouvelle politique de Carter, qui se camoufle derrière la «*défense de la démocratie et des droits de l'homme*» ne parviendra pas à effacer de la mémoire de nos peuples les crimes commis par l'impérialisme nord-américain de la Corée à Saint-Domingue et du Viet-Nam et du Cambodge au Chili, crimes connus du monde entier.

Pour les peuples frères du Portugal et d'Espagne, pour tous les hommes et les femmes qui ne prennent pas part au banquet de la corruption financière, et n'ont pas à défendre des intérêts illégitimes et anti-nationaux, pour tous les patriotes, pour tous les hommes et les femmes épris de progrès et de liberté, la prolongation de cette situation de dépendance et d'ingérence politique est intolérable, et ils doivent unir leurs efforts pour forger dans les deux pays un vaste mouvement anti-impérialiste pour l'indépendance nationale et la pleine souveraineté du peuple.

Il s'impose donc de mener dans le cadre de toute la Péninsule Ibérique un vaste travail de clarification et de dénonciation des mécanismes de domination impérialiste, et de réaliser, tant en Espagne qu'au Portugal, un grand débat et une grande mobilisation nationale anti-impérialiste, qui devront être organisés conjointement par les forces anti-impérialistes et par tous les patriotes intéressés des deux pays.

Nous appelons les travailleurs, les organisations politiques et syndicales anti-impérialistes, les organisations populaires, culturelles, écologiques, professionnelles, de quartiers, etc... à participer aux débats et aux mobilisations qui déboucheront sur la Première Conférence Anti-impérialiste de la Péninsule Ibérique, Conférence qui devra constituer un important événement politique et un précieux instrument d'unité et de lutte anti-impérialistes, sur la voie de la conquête de la pleine indépendance nationale et de la pleine souveraineté populaire de nos deux peuples.

Les soussignés, ayant pris connaissance de ce manifeste portant la signature de nombreuses personnalités et organisations démocratiques d'Espagne et du Portugal, en approuvent pleinement les termes et apportent leur soutien à la Première Conférence Anti-impérialiste de la Péninsule Ibérique.



LA DOCTRINE CARTER ET L'ESPAGNE

La réforme de Suarez, les changements de façade opérés dans l'édifice vermoulu de la dictature, la politique de *consensus* et de *pacte social* qui rassemble les grands partis parlementaires en une Sainte Alliance anti-ouvrière et anti-populaire, tous ces aspects de la situation politique apparus après l'avènement de la monarchie ne s'expliquent pas seulement par l'évolution des facteurs internes de la situation espagnole, par la décomposition du franquisme et l'essor du mouvement de masses qui obligèrent le régime à *faire peau neuve*, à renouveler les mécanismes de sa dictature; ils répondent aussi à une ré-orientation de la politique de l'impérialisme américain et occidental à la suite de sa défaite en Indochine et de l'apparition de la crise généralisée du système capitaliste en 1973. Cette nouvelle politique de l'impérialisme s'exprime aujourd'hui dans ce qu'on appelle la *doctrine Carter*.

CARTER ET LA TRILATÉRALE

La propagande impérialiste a cherché, surtout au début, à donner du nouveau président américain une image idyllique : champion des valeurs morales et religieuses, *self-made-man* de province étranger aux intrigues des capitales, planteur de cacahuètes un peu simple, enfin, et surtout, apôtre des droits de l'homme dans le monde.

La fable n'a convaincu que les plus naïfs, ceux qui n'ont commencé à se poser des questions que lorsque les hommes de Carter ont présenté le Shah d'Iran comme un défenseur de la démocratie et soutenu contre son peuple insurgé le sinistre dictateur Somoza. La réalité est très éloignée de la fable : Carter, officier de marine et ingénieur atomiste, politicien lié aux grands trusts américains du Sud, est l'homme de la *Trilatérale*, qui l'a fait accéder à la présidence pour y défendre et appliquer ses principes et sa politique.

Créée en 1973 à l'initiative de la *Chase Manhattan Bank*, dont le Président, *David Rockefeller*, vient du reste de séjourner en Espagne, la *Commission Trilatérale* regroupe l'élite des impérialismes américain, européen et japonais, sous l'hégémonie du premier. Ses membres, du Président de *Coca-Cola* ou d'*Exon*, à celui de *Toyota* ou de *Nippon Steel*, en passant par *Raymond Barre*, *Agnelli (FIAT)* et le Directeur du *Financial Times*, constituent une espèce de super-Conseil d'Administration des

intérêts des monopoles occidentaux, où se discute la stratégie à suivre, où se décide la politique des gouvernements, où se joue le destin des peuples...

La doctrine de la Trilatérale exprime les nécessités actuelles de l'impérialisme américain et de ses alliés : faire payer aux peuples dominés le poids de la crise, endiguer la révolte des peuples, faire face à la rivalité de l'URSS. Pour ce faire, il faut donner le change, procéder à des modifications de façade, dans un certain nombre de pays dont les vieilles dictatures fascistes n'ont plus guère de base sociale sur laquelle s'appuyer, et sans rien remettre en cause de fondamental, tenter de doter ces régimes d'une image de marque *centriste* et *démocratique*. Il faut aussi s'appuyer à fond sur toutes les forces qui sont disposées à collaborer avec l'Empire et à le servir, qu'il s'agisse de la vieille social-démocratie, contrôlée et financée par l'impérialisme allemand, et qu'on n'hésitera pas à laisser accéder aux responsabilités gouvernementales, ou des nombreux transfuges du camp socialiste, des Yougoslaves aux Chinois, sans oublier bien sûr les *eurocommunistes*.

LA TRILATÉRALE ET L'ESPAGNE

L'Espagne post-franquiste est l'un des pays où la politique de Carter et de la *Trilatérale* a été appliquée le plus rapidement et le plus complètement. Dans ses grandes lignes, la politique de la Trilatérale pour l'Espagne peut se résumer comme suit :

— Consolider la monarchie continuiste et pro-impérialiste en maintenant intacts les rouages essentiels de la dictature terroriste (police, armée, justice, lois d'exception) tout en réformant les aspects les plus surannés (parti unique, répression *indiscriminée*) et en la maquillant d'un mirage vernis de démocratie parlementaire;

— Militariser l'économie dans la perspective de l'entrée prochaine de l'Espagne dans l'OTAN. Les achats d'armements aux États Unis, en Allemagne et en France, la production de matériel militaire dans de grandes entreprises *espagnoles* (*Chrysler, CASA, ITT*; etc...) sont appelés à se développer très rapidement, aux frais des contribuables espagnols,

— Reconduire le *Pacte Social* pour préserver les profits des multinationales.

L'U.C.D. SUCCURSALE DES MULTINATIONALES

Lors de son I Congrès, qui s'est tenu en novembre 1978, l'UCD a donné une preuve de plus de son inféodation à l'impérialisme américain. En effet, un terminal d'ordinateur d'une filiale de ITT, Entel Ibérica Informat, reliait directement la salle du Congrès à Houston (Texas), d'où les services yankees pouvaient contrôler et diriger le déroulement des sessions.

D'autre part, au cours de ce Congrès, et aux côtés des « barons » du franquisme, comme *Martin Villa* et *Suarez*, on a pu assister à la promotion des « jeunes espoirs » dont la biographie ne laisse subsister aucun doute :

Luis Gamir Casares : A l'âge de 17 ans, il a reçu une bourse de l'American Field Service, une agence de la CIA, pour suivre des études en Illinois, où il s'est marié avec une fille de la haute bourgeoisie yankee. Il occupe

des postes officiels en Espagne depuis 1966. Directeur de l'Institut de Réformes des Structures Commerciales, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, Vice-Président du monopole d'État FORPPA, Président de la Banque des Hypothèques, Secrétaire d'État à la Sécurité Sociale.

Rafael et Fernando Arias Salgado : Fils du Ministre de l'Information sous Franco. Le premier est gendre de Ruiz Gimenez; le second est directeur de la Télévision, plus Américaine qu'Espagnole.

José Pedro Pérez Llotca : Il a été Secrétaire Général de la Banque du Nord-Ouest, sous contrôle d'une part de la Manufactures National Bank of Détroit et d'autre part des Barriés, propriétaires de la moitié de la Galice.

monopoles et qui applique en Espagne le système d'études de la Harvard Business School.

-L Instituto Tecnológico de Post-graduados (institut technologique de perfectionnement des universitaires), filiale de l'Institut technologique du Massachussetts (politique extérieure et recherche militaire) qui doit être ouvert incessamment. Ce projet est appuyé par ITT, par le biais de la Centrale Téléphonique Espagnole.

Des bourses de perfectionnements aux USA sont offertes par les grandes multinationales, notamment par ITT.

Ces dernières influent sur les programmes des universités : par exemple, IBM a passé des accords avec l' Université de Madrid pour y faire étudier certains programmes dont cette multinationale avait besoin pour sa pénétration en Espagne.

Pendant ces dix dernières années, les multinationales nord-américaines ont placé sous leur contrôle, avec la complicité de l'oligarchie franquiste, l'ensemble du système éducatif espagnol afin de réserver à chaque classe sociale la formation et l'idéologie dont les monopoles ont besoin pour maintenir et renforcer leur domination en Espagne.

LA COLONISATION TECHNOLOGIQUE ET SCIENTIFIQUE.

Après la victoire fasciste de 1939, l'oligarchie espagnole a maintenu le pays à l'écart de tous les progrès technologiques (les scientifiques et les chercheurs républicains ont dû s'expatrier ou ont été assassinés, en 39 a été créé un « Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique » qui a instauré le règne de l'obscurantisme et de la métaphysique.

A partir des années 50 a commencé la colonisation scientifique et technologique de la part des impérialistes américains.

(A) RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET COLONISATION TECHNOLOGIQUE.

La recherche scientifique espagnole se caractérise par son sous-développement : des sources officieuses indiquent que sur 100.000 espagnols, 10 d'entre eux seulement sont des chercheurs (110 pour le même nombre d'habitants en Grande Bretagne).

En outre, la majorité des Centres de Recherche d'Etat sont finan-

cés par des organismes nord-américains et travaillent en tant que succursales de ces derniers : les résultats obtenus ne représentent que des éléments partiels d'un ensemble de travaux qui sont contrôlés par ces organismes américains et qui bénéficient exclusivement aux monopoles nord-américains.

La nécessité d'importer de la technologie étrangère, essentiellement nord-américaine, constitue une contrepartie logique à ce sous-développement de la recherche scientifique espagnole.

Comparativement, le budget et les frais de la recherche n'atteignent pas même 50 pour cent des dépenses nécessaires à l'importation de la technologie étrangère (importation de biens d'équipement, investissements étrangers directs, accords de licences, contrats d'assistance technique, réalisation de projets industriels du type «clés en mains», etc...)

Ces importations se sont accrues malgré la stagnation actuelle de l'économie espagnole : en 1973: elles s'élevaient à 244 millions de dollars, en 1977 elles ont atteint 500 millions de dollars. En effet, les USA et leurs multinationales imposent aux pays qu'ils dominent de renouveler leur matériel, ce qui entraîne des compressions de personnel.

Les multinationales imposent, outre leur technologie, des conditions draconiennes en ce qui concerne leur utilisation, notamment :

- interdiction d'exporter.

- obligation pour l'acheteur de se procurer les matières premières nécessaires auprès d'entreprises désignées par celle qui fournit la technologie.

- droit de regard, à tout moment, sur la comptabilité de l'entreprise qui achète la technologie, etc...

Par ailleurs, la technologie se militarise de plus en plus. Une déclaration du sous-secrétaire de la Royal-Navy en 1966 illustre bien ce phénomène: «Nos programmes d'océanographie sont directement destinés à satisfaire nos exigences militaires...»

Cela se traduit en Espagne, par la construction, aux Canaries, d'une grande base aéronavale au service de l'OTAN, 4 ans après le début des recherches océanographiques entreprises dans les eaux canariennes et sahariennes par l'Institut Océanographique de Washington et par l'Institut Technologique du Massachussets, dans le cadre d'un programme d'études lié à l'«alimentation et à l'agriculture.»

L'inexistence de la recherche scientifique et l'importation de technologies étrangères - voulues par l'oligarchie au pouvoir - conduisent les peuples d'Espagne à être de plus en plus dépendants technologiquement, mais aussi économiquement et militairement de l'impérialisme américain.

C) «FUITE DES CERVEAUX»

De nombreux chercheurs et inventeurs ont été contraints d'émigrer. En fait, il ne s'agit pas d'une «fuite individuelle» mais d'une émigration qui se conforme à la structure du marché mondial de la main-d'oeuvre scientifique et hautement qualifiée dont le principal employeur est les USA.

Les puissances impérialistes (USA - URSS) organisent une véritable «razzia» des scientifiques et de la main d'oeuvre qualifiée dans les pays qu'ils dominent car il est plus rentable pour elles d'acquérir des cerveaux que de les former; cette pratique permet aussi d'éviter que ces pays parviennent à une indépendance technologique.

En Espagne, seules les statistiques des années 60 peuvent donner un aperçu du problème :

Entre 1960 et 1967, 645 scientifiques, ingénieurs, médecins et dentistes ont émigré vers les USA ou le Canada.

Cette fuite des cerveaux est considérable pour l'Espagne si l'on tient compte du fait que les Universités espagnoles ne peuvent donner qu'un nombre restreint d'étudiants et que ce sont les meilleurs qui émigrent. A titre d'exemple : Severo Ochoa, prix nobel de médecine, vit aux USA.

LA PENETRATION IDEOLOGIQUE ET CULTURELLE : LES MASS-MEDIA

(A) IDEOLOGIE IMPERIALISTE.

Actuellement, le cinéma tout comme la télévision espagnols sont totalement dominés par les productions américaines qui visent à imposer «l'Américan way of life» et une culture qui exalte le crime, la violence, la corruption, le racisme, l'agression et la rapine aux dépens des peuples les plus faibles, le fascisme policier, l'argent et le pouvoir personnel comme valeurs.



(suite p. 8)

actions de la Conférence

A la suite de la réunion de la Commission Promotrice de la I Conférence Anti-impérialiste, en Août dernier à Saragosse, diverses initiatives destinées à préparer cette Conférence ont été lancées, comme l'adhésion de nombreux journalistes, avocats, sociologues, économistes, hommes politiques, ainsi que de divers organismes; la préparation de marches sur les bases militaires et les centrales nucléaires yankees, la réalisation de dossiers sur l'ingérence de l'impérialisme américain dans divers secteurs de l'économie et de la société espagnoles, etc...; ainsi qu'une exposition d'Art Anti-impérialiste à laquelle participent déjà plusieurs dizaines de peintres, photographes, céramistes...

ARAGON

A Saragosse, du 16 au 27 octobre, un cycle de conférences a été organisé et a remporté un vif succès, à en juger par le grand nombre de personnes qui y ont assisté. Le 23, en particulier, un débat, annoncé publiquement par la presse et la radio, réunissait des repré-

sentants du PSOE, de PCE, du PTE, de la Convention Républicaine et du PCE (m-l). Au cours de la discussion qui a suivi les interventions, le public s'est particulièrement intéressé aux positions défendues par les représentants de la Convention Républicaine et du PCE (m-l). Manuel Pardos Vicente, de la Convention Républicaine a, entre autres, souligné que «la lutte pour la démocratie et contre le fascisme en Espagne est une lutte anti-impérialiste, car le fascisme et la monarchie sont appuyés par l'impérialisme. Ce qui est consacré dans la Constitution, qui ne fait qu'une référence de pure forme à la souveraineté nationale tandis qu'elle ignore complètement la présence des bases militaires yankees sur notre patrie, qu'elle laisse aux Gouvernements de la monarchie le soin de décider de la question primordiale de l'OTAN, et qu'elle instaure une monarchie militariste sur la base de l'Armée de la Guerre Civile et de la «coopération avec les États Unis». Pour sa part, José Solana, du PCE(m-l), a insisté sur l'importance de «la lutte des Peuples du Monde pour leur libération nationale, les sentiments anti-impérialistes de

notre peuple et la solidarité internationale face à la politique agressive des deux super-puissances».

ANDALOUSIE

Les mobilisations populaires anti-impérialistes qui se déroulent dans la province de Cadix où se trouve la base militaire américaine de Rota semblent inquiéter particulièrement le gouvernement et les yankees.

C'est ainsi que le 9 novembre, plusieurs républicains ont été arrêtés sur l'ordre direct du Gouverneur Civil de Cadix à Jerez de la Frontera et Puerto de Santa Maria, alors qu'ils diffusaient de la propagande sur un cycle de films et un festival de chansons anti-impérialistes.

Le 12, un rassemblement devait avoir lieu à Rota. Les forces répressives ont occupé le village tandis que, de leur côté, les yankees renforçaient les gardes, et envoyaient des hélicoptères pour surveiller cette zone.

(suite de la p. 7)

(B) LE CINEMA

La situation actuelle du cinéma espagnol est le résultat de la destruction de toutes les structures existant dans ce domaine sous la République, de la disparition des meilleurs réalisateurs espagnols - assassinés ou exilés comme Bunuel, Luis Alcoriza, ou Carlos Velo - de l'obscurantisme et du fascisme qu' a fait régner depuis 1939 l'oligarchie franquiste au pouvoir.

La pauvreté des contenus du cinéma espagnol, s'accompagne d'une grave crise liée à la domination des grandes compagnies américaines (United Artists, Metro Goldwyn Mayer, etc...) et de ses «filiales» espagnoles.

La crise de la production cinématographique espagnole a tendance à s'amplifier (60 films ont été réalisés en 1978 contre 120 en 1977, 90 pour cent des acteurs et 80 pour cent des techniciens de Madrid sont au chômage) ; elle est aggravée par les dernières mesures du gouvernement favorisant l'importation de productions étrangères.

(C) LA TELEVISION ESPAGNOLE «MADE IN USA »

Tout comme le cinéma, la télévision est un des meilleurs éléments du processus d'intoxication idéologique auquel l'impérialisme soumet les masses populaires des pays qu'il veut dominer ou qu'il domine déjà, économiquement ou militairement.

En Espagne, il s'agit, entre autres, de faire accepter le fascisme policier quotidien à la population, de l'habituer à considérer comme normales, la présence des policiers dans les rues, et les atrocités des hommes de mains du Ministère de l'Intérieur, tel Conesa tortionnaire trop bien connu des madrilènes. La télévision s'y emploie en programmant une multitude de films dont les protagonistes, comble de hasard des policiers, sont parés de toutes les vertus et toujours présentés, quelque exaction qu'ils commettent, comme des héros.

La fréquence de l'apparition de ces «héros» est remarquable : 5 jours sur 7, chaque espagnol peut retrouver un de ces «représentants de l'ordre» sur son petit écran. Comment ne pas parler dans ces conditions, d'intoxi-

cation et de manipulation idéologiques?

Le colonialisme culturel est aussi net en ce qui concerne la T.V.E. que le cinéma: 30, 29 pour cent des programmes retransmis par la T.V.E. ont été importés.

Les programmes d'influence idéologiques (documentaire, dessins animés, télé-films) sont presque tous importés et 90 pour cent sont produits par les grandes firmes nord-américaines, (N.C.B., R.C.A. etc...)

Il est par ailleurs révélateur de constater que cette TVE, quasi-totalement soumise aux monopoles nord-américains a été dirigée par des individus, jouissant, cela s'entend, de la totale confiance de l'impérialisme, tels que Juan José Roson (actuel Gouverneur civil de Madrid) et Adolfo Suarez (actuel premier ministre) pour ne citer que les plus célèbres. L'impérialisme et l'oligarchie s'empressent de placer aux plus hauts postes du pouvoir ceux « qui ont fait leurs armes » dans cette vaste entreprise d'intoxication idéologique qu'est la télévision, pour qu'ils continuent leur labeur, à la tête de l'appareil d'état, à l'échelle nationale.

APER

ADHÉRANT A LA
CONVENTION RÉPUBLICAINE
DES PEUPLES D'ESPAGNE



AGENCE DE PRESSE ESPAGNE POPULAIRE
édition française

N. 108



AOUT 1979

LUTTES ANTIIMPÉRIALISTES

LUTTES ANTIFASCISTES



*Valence, 27 juin - Les obsèques de Valentín González, nouvelle victime du fascisme:
250 000 travailleurs étaient dans les rues.*

DISTRIBUTION

Comité Unitaire de Solidarité avec les Peuples d'Espagne

C.U.S.P.E.

B.P. 263 75524 PARIS Cedex 11

2 F

POP. 4210

ÉDITORIAL

La parution de ce numéro marque le début d'une évolution dans la conception de notre bulletin. Rendre compte de l'ensemble de la situation en Espagne et des luttes de ses peuples exigerait aujourd'hui un organe beaucoup plus étoffé, ou une parution beaucoup plus fréquente que celle que nous pouvons assurer. Plutôt que de prendre le risque de schématiser à l'excès une information de plus en plus dense, nous avons choisi, en accord avec les suggestions de plusieurs de nos lecteurs, de constituer, autour de thèmes précis, des dossiers aussi complets que possible, et de faire paraître par ailleurs des dépêches rendant compte au jour le jour d'événements importants. Nous espérons ainsi être à même, d'une part d'apporter à nos lecteurs une information plus documentée, et, d'autre part, de faire connaître plus rapidement des informations essentielles qui sont malheureusement souvent absentes des communiqués des grandes agences.

* * * *

Il y a un an, était lancée l'initiative d'une Conférence Antiimpérialiste des Peuples d'Espagne et du Portugal. Cette Conférence va se tenir d'ici quelques mois, début décembre. Nous avons voulu apporter à nos lecteurs dans ces pages quelques éléments d'information leur permettant de mesurer le chemin parcouru en un an: le problème de la domination impérialiste sur l'Espagne, que posaient alors ouvertement et publiquement les signataires du Manifeste Antiimpérialiste, était alors systématiquement passé sous silence par les partis du consensus, et la tenue d'une Conférence Antiimpérialiste impliquait un travail préalable de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion. Aujourd'hui, la domination impérialiste est remise en cause par les milliers de manifestants qui ont participé à la Journée Internationale de lutte contre l'énergie nucléaire, par les hommes politiques et les intellectuels qui viennent de constituer un Comité anti-OTAN, par les artistes — certains, comme

Guinovart, comptant parmi les plus réputés du pays — dont l'exposition antiimpérialiste est en train de faire le tour du pays, et par le public ouvrier et populaire qui assiste à cette exposition.

La Conférence va se tenir alors qu'à la faveur de la crise, les multinationales restructurent par pans entiers l'économie du pays, jonglent avec le sort de millions de travailleurs et dictent au gouvernement de Madrid de nouvelles lois anti-ouvrières qui leur permettront, en ces temps difficiles, de maintenir et d'accroître leurs profits.

* * * *

Luttes antiimpérialistes, luttes antifascistes... Le maintien des hommes et des méthodes du franquisme, dont la sinistre réalité perce de plus en plus clairement le mince vernis de la démocratisation, est indispensable pour garantir la dépendance de l'Espagne et pour faire supporter à ses travailleurs tout le poids de la crise. Un assassinat odieux est venu ensanglanter la pacifique manifestation anti-nucléaire et anti-impérialiste de Tudela et a provoqué dans tout l'Euskadi de violentes manifestations populaires contre ce nouveau crime policier. Et ne faut-il pas une certaine dose de cynisme, de ce cynisme-là justement dont la doctrine Carter a fait la première des vertus politiques, pour présenter comme un modèle de démocratie un régime dont la police vient, une nouvelle fois, d'assassiner un jeune travailleur dont le seul délit était de lutter pour ses revendications? Pour les 250 000 manifestants présents dans les rues de Valence lors des obsèques de Valentin González, c'est précisément ce régime, la très anti-démocratique monarchie imposée aux peuples d'Espagne par la volonté de Franco et des Américains, qui est la véritable responsable de ce crime, et de tant d'autres. Le 27 juin, à Valence, des milliers de gorges criaient: «Monarchie, assassins!».



SOMMAIRE

La journée antinucléaire du 3 juin	p. 4
Mobilisations antiimpérialistes	p. 6
Crise impérialiste et mesures antiouvrières	p. 11
La lutte des femmes espagnoles contre le fascisme	p. 18
Valence: un nouvel assassinat de la monarchie	p. 20

LA JOURNÉE INTERNATIONALE D' ACTION

CONTRE L' ÉNERGIE NUCLÉAIRE

(3 JUIN 1 979)

A l' heure où, en Espagne, la pénétration politique, économique et militaire de l' impérialisme ne cesse de s' intensifier, où les Américains, en particulier, ont une armée de 20 000 soldats sur le sol espagnol, où ils agrandissent leurs bases militaires, projettent d' en construire de nouvelles et sont en train de faire de l' Espagne un immense arsenal nucléaire, la Journée Internationale d' Action contre l' Énergie Nucléaire, le 3 juin dernier, a eu une importance

particulière et a été célébrée dans tout le pays par une série de manifestations qui se sont caractérisées par le haut niveau de conscience antiimpérialiste des personnes qui y ont participé, et par l' action provocatrice des forces de police du gouvernement, qui sont allées jusqu' à l' assassinat prémédité d' une jeune fille de 22 ans, à Tudela, montrant par-là combien sont étroits les liens qui unissent impérialisme, militarisme et fascisme.

TUDELA: UNE PROVOCATION PRÉMÉDITÉE

Plusieurs milliers de personnes, venues de divers points de l' Euskadi, avaient répondu à l' appel de toutes les forces de gauche qui organisaient un rassemblement à Tudela, le 3 juin dernier, à l' occasion de la Journée Internationale contre l' énergie nucléaire. Malgré le caractère pacifique de cette manifestation, un important dispositif policier avait été mis en place, en particulier, des barrages établis par la Garde Civile et les brigades anti-émeutes ont considérablement retardé l' arrivée des participants, et, par conséquent, le déroulement de la manifestation. C' est pour cette raison qu' à 17 heures, heure à laquelle expirait l' autorisation gouvernementale, tout le monde n' avait pu se disperser. La police, qui avait pendant toute la journée occupé la ville dans une attitude clairement provocatrice, n' attendait que cela pour charger, lancer des grenades lacrymogènes et tirer des balles de caoutchouc.

A ce moment-là, un groupe de manifestants qui, à cause de l' action de la police, n' avaient pu rejoindre leurs autobus pour rentrer chez eux, s' étaient assis, en signe de protestation pacifique, sur un pont à l' entrée de Tudela. Lorsque les gardes civils ont surgi, ils n' ont pas fait un geste. Les gardes civils ont alors commencé à donner des coups de crosse, et, presque aussitôt, en lançant des plaisanteries d' un goût douteux, ont tiré froidement, à bout portant, sur une jeune fille de 22 ans, Gladys



Gladys del Estal, assassinée le 3 juin à Tudela

del Estal.

Rien, aucun incident, aucun geste, aucune parole des manifestants ne peuvent expliquer cet assassinat. Rien, si ce n' est la volonté de tuer, comme l' a souligné l' un des témoins de la scène: «*Lorsque nous avons vu arriver les gardes civils, nous avons senti qu' ils étaient prêts à tout, qu' ils venaient pour tuer. Ce sont des choses qui se sentent. Ils venaient pour tuer.*»

VIOLENTES MANIFESTATIONS ANTIFASCISTES



L' enterrement de Gladys del Estal (6 juin 1 979). A la sortie de l' Église, un policier armé, en civil, a été reconnu et lapidé par la foule indignée

La réponse du peuple d'Euskadi à cette provocation a été immédiate et unanime. Quelques heures à peine après l'assassinat, un Communiqué (cf. encadré) était signé par tous les organisateurs et appuyé par l'ensemble des partis de gauche, et des barricades s'élevaient à Pampelune, où une véritable bataille rangée a duré toute la nuit. Pendant deux jours, toutes les provinces d'Euskadi ont été paralysées par une grève générale, affectant non seulement les zones industrielles, mais aussi les établissements publics, les commerces, les bars, etc... Dans toutes les villes et les principaux villages de la région, des Assemblées se sont tenues, et des manifestations réunissant l'ensemble de la population ont donné lieu à des barricades et à des affrontements d'une extrême violence. D'autre part, les Conseils Municipaux d'Euskadi, malgré l'opposition des membres de l'U.C.D., du P.N.V. et bien souvent du P.S.O.E. et du P.C.E., ont diffusé de nombreux Communiqués exigeant le châtiement des coupables, la dissolution des corps répressifs, l'arrêt de tous les projets nucléaires sur le territoire espagnol, et l'expulsion des yankees.



Bilbao, 6 juin

L'indignation s'est également exprimée dans toute l'Espagne. C'est

ainsi qu'à **Barcelone**, une semaine de solidarité avec Gladys del Estal a été organisée: assemblées, meetings, manifestations. De violentes manifestations se sont produites à **Valladolid**, où quatre personnes ont été arrêtées, et à **Valence**, des affrontements très durs ont opposé manifestants et forces de l'ordre.



A l'Arenal de Bilbao

Des mouvements de protestation ont également eu lieu hors d'Espagne, notamment en **Suisse**, où une manifestation s'est déroulée à Bâle, à l'appel du P.C.E. (m-l), de la L.C.R., de 12 organisations antinucléaires et antiimpérialistes et de syndicats suisses. Les manifestants se sont dirigés vers le consulat espagnol, où ils ont dénoncé la répression fasciste en Espagne.

ABONNEZ-VOUS A L' APEP

12 numéros: 20 francs

24 numéros: 40 francs

Abonnement de soutien: 30 francs

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, ÉCRIRE A:
C.U.S.P.E. (CERAP) B.P. 263 75524 PARIS CEDEX 11

Chèques ou mandats à l'ordre de CERAP

MOBILISATIONS ANTIIMPÉRIALISTES

COFRENTES: UN FUTUR HARRISBURG

La centrale nucléaire de Cofrentes(1), actuellement en construction dans la province de Valence, n'offre pas la moindre garantie de sécurité, et fait au contraire peser une lourde menace sur toute la zone où elle est installée. Elle se trouve en effet placée au bord du fleuve Jucar, dont les eaux servent à irriguer une bonne partie de la huerta de Valence. Le plus léger accident, la plus petite fuite radio-active, peuvent, dans ces conditions, entraîner la ruine de la population. C'est ce que met en évidence P. Moreno, dans un article paru dans le journal républicain Tricolor, où il souligne les dangers représentés par la centrale, et où il imagine les conséquences d'un accident comme celui qui s'est produit récemment à Harrisburg. Nous en publions ci-dessous de larges extraits.

Et pourtant, nous l'avons dit, mais ils ne nous ont pas écouté. Comme toujours. A nos objections, à nos critiques, ils ont fait la sourde oreille... Attention! Le réacteur BWR-6 à container Mark III a cessé d'être utilisé aux États-Unis, parce qu'il n'offrait pas suffisamment de garanties. Et nous avons cité l'opinion d'experts reconnus, comme celle de l'ingénieur américain Paul Dragoumis, entre autres. Nous leur avons rappelé qu'en 1974, 15 réacteurs de ce type ont été mis au rebut aux USA, et que 21 chaudières, cette même année, ont eu des fuites. Nous leur avons également signalé qu'en 1975, les réacteurs Browns I et II, semblables à celui de Cofrentes, ont dû être arrêtés parce que l'installation électrique du système de contrôle de l'un d'entre eux a brûlé de manière incompréhensible. Mais c'est comme si nous n'avions rien dit... Ils ont continué la construction de la centrale. (...)

Nous leur avons fait remarquer qu'à quelques centaines de mètres de la centrale, se trouvait le dernier volcan qui avait été en activité dans le Pays Valencien (...). Mais Hidroeléctrica Española S.A. a dit que nous nous opposions au progrès, que nous avions des idées subversives(...), etc... (...)

Nous leur avons demandé comment il serait possible de sauver l'agriculture du Pays Valencien si une fuite radioactive se produisait, et d'éviter, en cas d'accident, que les habitants de la ville de Valence bussent de l'eau radioactive (2).

(1) - Voir APEP n. 106

(2) - Dans un futur proche, le Júcar fournira en eau la ville de Valence à travers le canal Júcar-Turia

Après l'assassinat par la Garde Civile d'une jeune fille à Tudela

A L'OPINION PUBLIQUE

Les mouvements écologistes et civiques d'Euskadi et du reste de l'État espagnol présents au rassemblement antinucléaire et antiimpérialiste de Tudela font savoir à l'opinion publique que:

1) Bien que se rendant à un rassemblement officiellement autorisé, dès les premières heures de la matinée ils ont été arrêtés par de multiples contrôles de la Garde Civile, qui leur a imposé des déviations de plus de 40 kilomètres et leur ont même barré le passage en divers points proches de Tudela.

En conséquence, les activités ont commencé avec plus de deux heures de retard sur l'horaire prévu.

2) Pendant toute la matinée, tout s'est déroulé normalement et pacifiquement: les représentants des Comités antinucléaires, des partis, des syndicats, des organisations civiques, ont pris la parole pour exprimer leur opposition radicale à l'énergie nucléaire et à la présence de forces militaires étrangères sur le territoire de Las Bardenas (1). Comédiens, musiciens et chanteurs assuraient la partie spectacle.

3) A partir de midi, les compagnies de réserve des forces de l'ordre ont commencé à se montrer dans le centre de la ville dans la claire intention de semer la peur chez les habitants de Tudela.

A 16h 15, on a pu voir un important déploiement de policiers sous le Paseo du Prado, où se tenait le rassemblement, sous le prétexte fallacieux de provocations de la part de certains participants. Les policiers ont chargé brusquement la foule dans laquelle se trouvaient de nombreux enfants et des personnes âgées.

Les organisateurs, ainsi que les représentants de la municipalité, du Conseil Général, du Parlement Régional, des partis et de diverses organisations ont essayé, en vain, de dialoguer, et les charges se sont poursuivies, non seulement sur le Paseo du Prado, mais dans tout le centre de la ville. De nombreux citoyens ont été blessés.

4) Au moment où ce Communiqué est rédigé, la ville est entièrement

(1) - Las Bardenas: Polygone de Tir situé en Aragon et cédé à l'armée américaine qui l'utilise comme camp d'entraînement pour ses avions. Au moins 12 avions se sont déjà écrasés dans la zone, et on ne compte plus le nombre de bombes perdues à l'intérieur du camp. Le terrain pourrait être utilisé par les forces aériennes de tous les pays membres de l'O.T.A.N. si l'Espagne s'y intègre, et une centrale nucléaire est en projet dans la zone...

Que deviendraient les 36 000 hectares d'orangers et de cultures maraîchères s'ils étaient irrigués avec des eaux polluées? Et que deviendraient les milliers d'ouvriers agricoles, de petits et moyens paysans, de commerçants (...) s'il se produisait un accident, comme une fuite radioactive? (...)

Mais cela, ce n'était pas leur problème. En outre, disaient-ils, la centrale réunissait toutes les garanties de sécurité. (...)

Et ce qui devait arriver arriva. La fuite s'est produite. Une fuite qui a dépassé tous les calculs. Le Júcar est maintenant un fleuve radioactif.

Et que devient la fertile huerta irriguée par le Júcar, et qui fournissait tout au long de l'année le marché national et les marchés européens en oranges et en légumes? Elle est en quarantaine. Une quarantaine qui dure depuis des mois, et nous ne savons pas quand elle sera levée. (...)

Et tout cela, nous le devons, en premier lieu, à *Hidroeléctrica Española* (c'est-à-dire aux Oriol y Urquijo (3), à qui un maire franquiste de la monarchie a trouvé bon de décerner la médaille d'or de la ville); nous le devons aussi à la *General Electric*, à *Eximbank*, à *Gibbs & Hill*, entreprises américaines qui ont profité d'une situation socio-politique qui leur a permis de réaliser l'aberration de Cofrentes.

Et pourtant, nous l'avions dit: ils veulent transformer le Pays Valencien en désert. Mais ils n'ont pas écouté.

* * * *

En réalité, il est encore temps d'empêcher cette catastrophe, parce que la centrale de Cofrentes n'est pas encore terminée.

(3) - Antonio María de Oriol y Urquijo a reçu, il y a quelques mois, la médaille d'or de la ville de Valence, des mains du maire, J. Ramon Izquierdo.

L'EXPOSITION ANTIIMPÉRIALISTE EN CATALOGNE

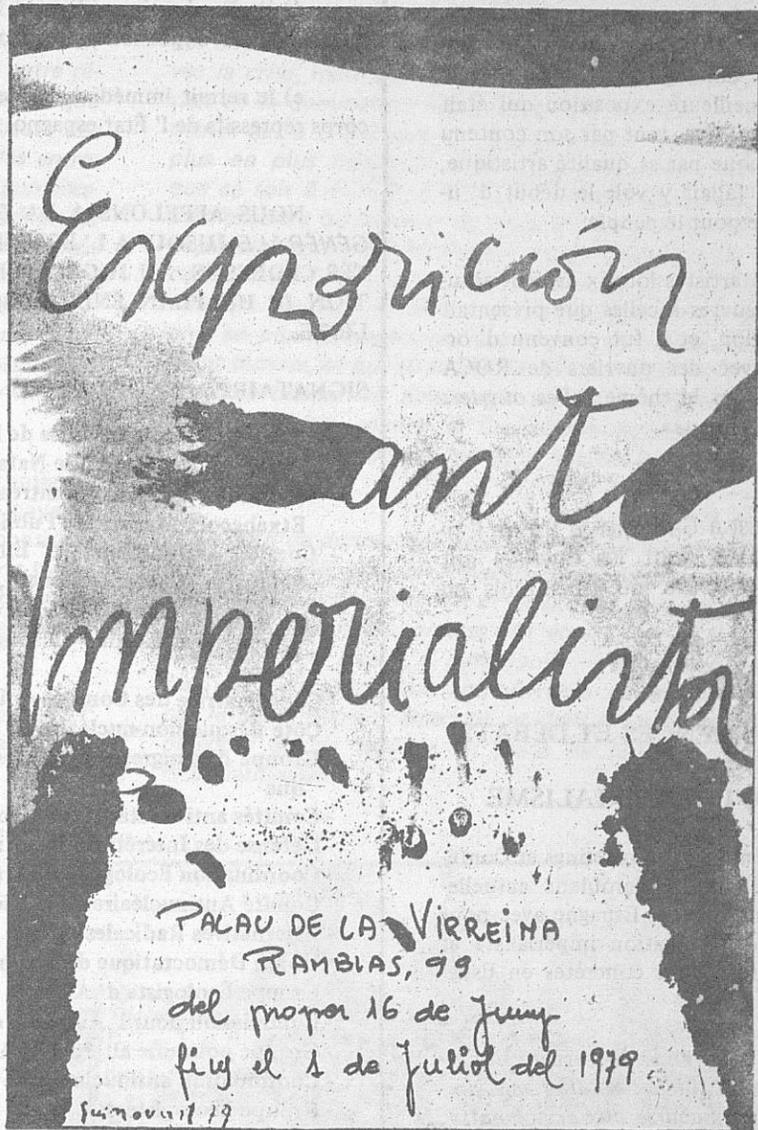
Comme à Saragosse et à Madrid, l'exposition antiimpérialiste (cf. APEP n. 104) a été très favorablement accueillie à Barcelone par un public

occupée par les forces du gouvernement de Madrid, et Gladys del Estal, une jeune fille de 22 ans, résidant à Saint-Sébastien, vient d'être assassinée, à coups de fusil, par la Garde Civile.

5) Tous les faits qui sont rapportés ci-dessus prouvent clairement l'intention du gouvernement de provoquer une nouvelle tuerie, comme il l'avait déjà fait en 1978 lors des fêtes de San Fermín de Iruña (2).

Ce qui devait être, pour tous les participants, une fête pacifique et anti-nucléaire, et qui l'a été jusqu'à l'apparition des forces de l'ordre, est devenu une fête sanglante. Tout au long de cette journée, les droits de l'homme les plus élémentaires, comme la liberté d'expression, la circulation des personnes,

(2) - Le 8 juillet 1978, lors des fêtes traditionnelles de San Fermín, à Pampelune, les forces de police ont fait irruption dans les arènes et tué une personne. cf. APEP n. 100



Cette affiche annonçant l'Exposition Antiimpérialiste à Barcelone a été réalisée avec les trois couleurs du drapeau républicain par le peintre Guinovart

et de sa dénonciation.

Le jour de l'inauguration, le dessinateur Marcial a insisté sur le danger que représente pour les peuples du monde l'agressivité croissante des puissances impérialistes; il a d'au-

tre part montré qu' en Espagne l' impérialisme est bien autre chose qu' un nom, c' est une réalité concrète et quotidienne, ce sont les bases militaires, les centrales nucléaires, l' OTAN, c' est aussi le chômage, les plafonds de salaires imposés à FORD ou à Chrysler, etc...

Le 16 juillet, l' exposition se transportait dans l' agglomération ouvrière de Gava (1), où elle était accueillie par l' Association Antiimpérialiste des Peuples d' Espagne et la Délégation à la Culture de la municipalité. Lors de l' inauguration, le Conseiller à la Culture de la municipalité, Josep Costas, membre du Front National de Catalogne-Gauche Républicaine de Catalogne, souligna que c' était la meilleure exposition qui était passée par Gava, tant par son contenu politique que par sa qualité artistique, et qu' il fallait y voir le début d' une culture pour le peuple.

Des artistes locaux avaient ajouté leurs œuvres à celles que présentait l' exposition, et il fut convenu d' organiser avec des ouvriers de ROCA un débat sur le thème: «*Les ouvriers et l' impérialisme*».

(1) - C' est à Gava que se trouve l' usine ROCA, dont les ouvriers ont mené une grève de trois mois en 1976-77.

CONFÉRENCES ET DÉBATS

SUR L' IMPÉRIALISME

De nombreux meetings et Conférences-Débats se déroulent actuellement dans toute l' Espagne avec pour thèmes la domination impérialiste et ses manifestations concrètes en Espagne.

Le 1er juin, à Teruel, Conférence sur le thème: «*Militarisme, impérialisme et course aux armements*», par Jorge Hernández, Secrétaire de l' Association Antiimpérialiste des Peuples d' Espagne. Lors du débat animé qui a suivi l' exposé de l' orateur, fut lancée l' idée de créer un Comité unitaire contre l' entrée de l' Espagne dans l' O.T.A.N., qui établirait des dossiers sur les installations dont disposent les yankees à Teruel et organiserait des débats, des tables rondes et diverses mobilisations antiimpérialis-

le droit de manifestation et tous les autres droits inscrits dans la Constitution, ont été délibérément bafoués.

EXIGENCES:

Pour toutes ces raisons, nous nous trouvons devant la nécessité d' exiger publiquement:

a) la démission immédiate du Ministre de l' Intérieur, Ibañez Freire, et celle du Gouverneur Civil de Navarre.

b) la responsabilité pénale et l' emprisonnement des responsables de ce massacre.

c) la paralysation immédiate de tous les chantiers et des projets de centrales nucléaires, ainsi que de tout projet atomique dans l' État espagnol.

d) l' abandon immédiat du Polygone de Tir de Las Bardenas par les forces militaires, et l' expulsion du territoire espagnol de l' Armée yankee.

e) le retrait immédiat d' Euskadi de la police et la dissolution de tous les corps répressifs de l' État espagnol.

NOUS APPELONS A LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE ET A LA GREVE GÉNÉRALE JUSQU' A L' ÉCLAIRCISSEMENT TOTAL DES FAITS RAPPORTÉS CI-DESSUS, AU JUGEMENT DES RESPONSABLES, ET A LA PROPOSITION D' UN PLAN ÉNERGÉTIQUE ANTINUCLÉAIRE ET ANTIIMPÉRIALISTE.

SIGNATAIRES:

- A ssemblée pour la Défense de l' Environnement de la Ribera (ADMAR)
- Comités antinucléaires de Nafarroa (Burlada, Villaba, Chantrea, Rochea, S. Jorge, Milagrosa, Casco Viejo, Etxabacoix, Assistance Publique, Potasses, Udana)
- Comités antinucléaires d' Eibar, Basauri, Euskadi Nord, Donosti, Lejona, Santurce, Llodio, Hernani, Zorroza, Renteria, Uribarri, Rekaldeberri, Tolosa, Gooiberi, Alto Deva, Abadiña, Barakaldo, Sestao, Portugaleta, Azpeitia, Azkoitia, Cestona, Andoain, Irùn, Fuenterrabia, Placencia, Oñate.
- Coordinatrice des Comités d' Uribe Costa
- Côte Basque non-nucléaire
- Groupe d' émigrants d' Extrémadoure en Euskadi contre le cimetière atomique
- Comités anti-militaristes et Objecteurs de Conscience d' Euskadi
- Défense des Intérêts du Bas-Aragon (DEIBA)
- Coordination Écologiste d' Aragon (COGE)
- Comité Antinucléaire de la Rioja
- Alternatives Radicales pour la Vallée de l' Ebre (ARRE)
- Union Démocratique de Soldats
- Groupe Écologiste d' Alava
- Commission pour l' Amnistie d' Euskadi
- Groupe pour une alternative à Sangüesa
- Coordination antinucléaire de Bilbao
- Groupe Écologiste d' Eibar
- Coordination Écologiste de Nafarroa
- Groupes Écologistes d' Estella, Tafalla et du quartier de St-Jean
- Ligue pour la Défense du Patrimoine Culturel

ADHÉSIONS

Coordination des Associations de Quartiers de Bizkaia, S. Juan, Tudela...
Assemblée Municipale de Tudela
KAS, Herri Batasuna, EGG, HASI, LAB, LAIA, Euzkadiko Ezquerria, P.C.E. (m-l), EKA, EMK, OIC, CNT, EIA, LKI, JGRE, CSUT, ORT, SU, Commissions Ouvrières, UJM, PSOE, UGT, PCE, ULM, ELA, USO, PTE, Jeunesses Socialistes

CRISE IMPÉRIALISTE ET MESURES

ANTI-OUVRIÈRES

Dans la sidérurgie, la construction navale, le bâtiment, le textile, la chaussure, dans pratiquement toutes les branches de l'économie espagnole, les plans de restructuration, les dépôts de bilan s'accroissent dangereusement en cette période d'approfondissement d'une crise qui, s'agissant de l'Espagne, se prolonge depuis cinq bonnes années sans que personne ne puisse annoncer sérieusement une issue prochaine. Nous avons dénoncé maintes fois la dépendance de l'économie espagnole. Mais aujourd'hui, cette dépendance a pour la classe ouvrière et tous les travailleurs d'Espagne des conséquences particulièrement dramatiques. Pour l'impérialisme et les multinationales, comme pour un gouvernement attentif à leurs moindres souhaits, il n'est pas d'autre réponse possible à la crise dont ils sont les seuls fauteurs que d'en faire supporter les conséquences aux travailleurs des pays dépendants comme l'Espagne: élimination des entreprises les moins rentables, concentration accélérée, compressions de personnel, relance de l'inflation, militarisation de l'économie, renforcement des dispositions anti-ouvrières, pour ne citer que les principales. Mais pour l'impérialisme, la crise a aussi de bons, et même de très bons côtés: elle facilite la modernisation de l'appareil productif — au prix que l'on sait — particulièrement importante dans la perspective de l'intégration européenne de l'Espagne. Selon le Ministre de l'Économie,

«Les perspectives à moyen terme justifient la confiance des investisseurs étrangers qui voient dans notre pays un marché potentiel considérable, surtout si l'on considère que son entrée prochaine dans la C.E.E. stimulera considérablement ceux qui voudront profiter à la fois des avantages des marchés espagnol et européen une fois réalisée l'intégration totale.»

Et il ne s'agit pas d'un simple vœu pieux ministériel: les investissements étrangers en Espagne ont doublé de 1977 à 1978.

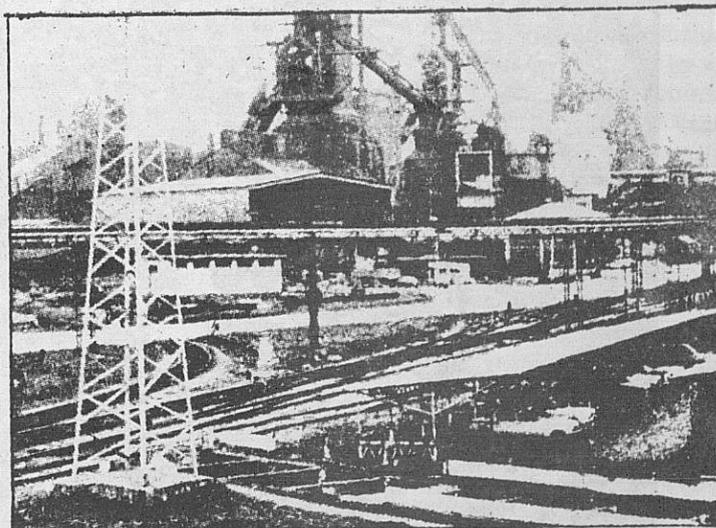
Des millions d'ouvriers en Espagne sont aujourd'hui

DANS LA SIDÉRURGIE

La sidérurgie est entièrement entre les mains de l'impérialisme, qui a décidé de réduire sensiblement la production espagnole: ces projets se sont traduits par le *Programme Sidérurgique National*, adopté en février dernier par le gouvernement Suárez, avec pour objectif avoué la réduction des effectifs de travailleurs de la sidérurgie de 6,9%. La première phase de ce programme consiste à imposer la mobilité du personnel, afin de préparer le terrain aux futurs licenciements, en particulier dans le complexe sidérurgique d'ENSIDESA, aux Asturies, dont les travailleurs luttent depuis plusieurs mois contre les mesures

en lutte contre les manifestations concrètes de la crise impérialiste: le chômage, la réduction brutale du pouvoir d'achat, les atteintes aux libertés politiques et syndicales. Impuissants à empêcher cette lutte, l'oligarchie et ses agents dans le mouvement ouvrier s'efforcent d'en réduire la portée, de la limiter à ses aspects purement économiques, de faire en sorte qu'elle ne soit pas dirigée contre les véritables causes de la crise, contre la domination impérialiste. Les partis et syndicats qui prétendent se battre contre la crise tout en chantant l'excellence des bases américaines, de l'adhésion au Marché Commun et de la démocratie juancarliste, garante des unes comme de l'autre, ne se battent pas pour en finir avec la crise, mais pour l'aménager dans le cadre du maintien de la domination impérialiste. Cette politique ne peut mener qu'à l'impasse, au découragement. La présence de plus en plus fréquente, dans les mobilisations ouvrières, que ce soit à FORD, à SEAT, aux Hauts Fourneaux de la Méditerranée ou ailleurs, de mots d'ordre clairement anti-impérialistes, contre le Marché Commun, les bases américaines, l'O.T.A.N., etc..., montre que les positions des défenseurs avoués ou camouflés de l'impérialisme sont de plus en plus sérieusement battues en brèche dans le mouvement ouvrier, et qu'au travail de dénonciation mené dans ce domaine depuis des années par des forces républicaines et révolutionnaires comme la Convention Républicaine et le P.C.E. (m-l) fait aujourd'hui écho la lutte de milliers de travailleurs.

Afin de donner une idée concrète des conséquences de la crise actuelle pour les travailleurs d'Espagne, nous décrivons brièvement la situation et les projets de l'impérialisme dans trois secteurs importants de l'économie — la sidérurgie, la construction navale, l'automobile —, puis nous analyserons les projets de lois anti-ouvrières récemment publiés par le gouvernement espagnol, et dont l'un des principaux objectifs est de faciliter les plans de restructuration des multinationales.



le complexe sidérurgique d'ENSIDESA

patronales: fermeture imminente des batteries de coke de Moreda-Gijón (300 emplois supprimés), que doit suivre celle des installations de coke de Mieres (420 emplois) et des éconómats de l'entreprise (450 emplois), enfin de son Centre d'Apprentissage, que viennent d'occuper ses 400 élèves. Tout cela n'empêche pas le patronat de la sidérurgie de prétendre accroître la productivité dans cette branche!

DANS LA CONSTRUCTION NAVALE

27 000 travailleurs sont condamnés par les plans de l'impérialisme dans ce secteur. L'objectif est de fermer un nombre important de chantiers, et de militariser l'ensemble du secteur, afin de l'adapter aux besoins actuels de la stratégie militaire US. D'importantes mobilisations sont en cours, pour s'opposer à ces mesures, notamment à Cadix, où des milliers d'ouvriers sont descendus dans la rue, les 28 et 29 juin, pour répondre à l'attitude provocatrice du patronat, qui prétendait ne pas pouvoir payer les salaires du mois échu «*faute de fonds*». Les manifestants durent faire face aux fumigènes et aux balles de caoutchouc des brigades anti-émeutes. Ils ripostèrent en élevant des barricades dans plusieurs quartiers po-

pulaires. Les combats se prolongèrent pendant deux jours. En solidarité avec les ouvriers des chantiers, de nombreux commerces fermèrent leurs portes et les transports urbains se mirent en grève. Le patronat dut rapidement faire marche arrière et s'engagea à payer les salaires de juin.

DANS L' AUTOMOBILE

L'industrie automobile espagnole est sans doute la plus touchée par les plans de *restructuration* capitaliste: 100 000 travailleurs sont directement concernés par les mesures des principales firmes américaines et européennes implantées en Espagne — FORD, SEAT-FIAT, PEUGEOT-CITROEN-CHRYSLER, RENAULT et bientôt GENERAL MOTORS: toutes se sont engagées dans une lutte effrénée pour la conquête des marchés espagnol et européen: nouveaux investissements, redéploiement des unes et des autres, mesures pour accroître la *productivité* signifient pour les travailleurs de cette branche: mutations, licenciements, aggravation des conditions de travail, en fonction des décisions et des intérêts des multinationales.

Le *redéploiement* de l'industrie automobile en fonction des intérêts des multinationales est inscrit dans le

texte d'un Décret-Loi du gouvernement Suárez du 7 avril 1979, qui prétend en planifier le développement jusqu'en 1984. Les principales mesures contenues dans ce texte visent à offrir des conditions encore plus favorables que par le passé aux investisseurs étrangers: diminution de la quantité de pièces détachées devant être obligatoirement fabriquées en Espagne, et, surtout, avance à fonds perdus sur le budget de l'État, c'est-à-dire sur les fonds versés par les contribuables espagnols, du tiers des nouveaux investissements des multinationales de l'automobile en Espagne.

Il n'en fallait pas moins pour décider le numéro un mondial, la *General Motors*, à investir 100 milliards de pts. (plus de 6 milliards de francs actuels) en Espagne: l'opération a été décrite comme le plus important investissement jamais réalisé hors des frontières américaines par *General Motors*. Elle ne se limite pas à l'Espagne: la firme investira en outre 40 milliards de pts. pour s'installer en Autriche et adapter ses filiales française, allemande (*OPEL*) et anglaise (*Vauxhall*) à la situation créée par la construction de l'usine de Figueruela, dans la province de Sarragosse.

Annoncée le 11 juin dernier,



Manifestation des travailleurs des Chantiers Navals de Cadix



Conférence-Débat sur l'impérialisme à Torrejón de Ardoz

tes. Cette idée a été accueillie avec enthousiasme, et 40 personnes se sont proposées pour faire partie du Comité, et se mettre d'emblée au travail.

* * * *

Du 26 au 29 juin, à l'initiative du P.C.E. (m-l), cycle de conférences sur le thème de l'impérialisme à l'Alcoia (Pays Valencien). Lors de l'une de ces conférences, le Professeur Rafael Bosch analysa les structures impérialistes du Marché Commun et explica les raisons de l'opposition

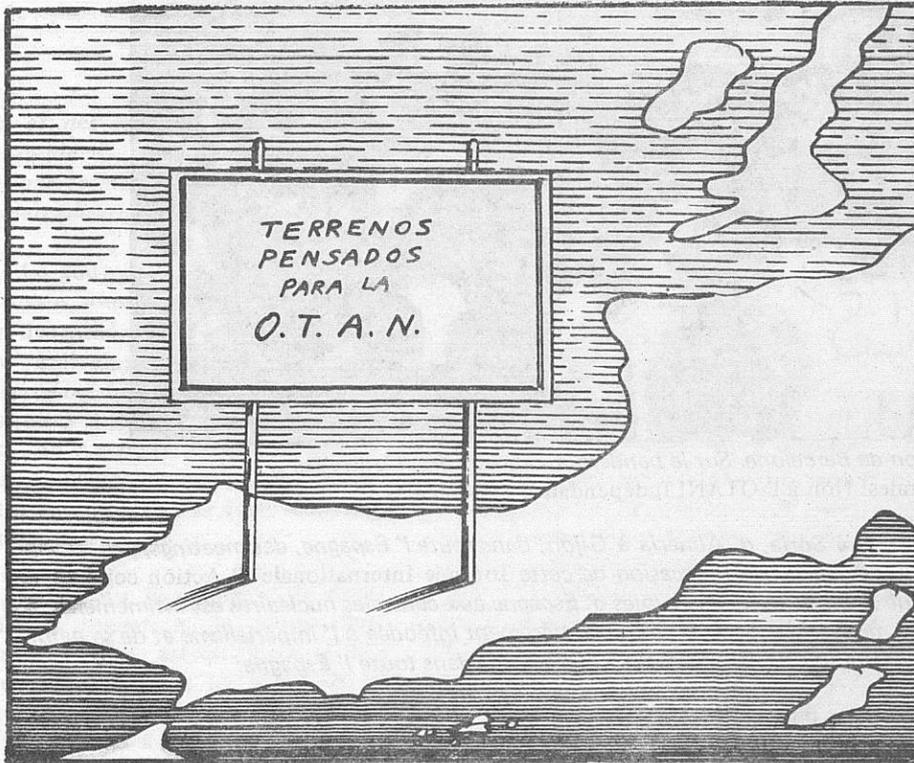
du P.C.E. (m-l) à l'adhésion de l'Espagne.

* * * *

Début juillet, à Torrejón de Ardoz, dans les environs de Madrid, qui est le siège de l'une des plus importantes bases militaires américaines en Europe, se tient une Conférence-Débat sur l'impérialisme, à l'initiative du P.C.E. (m-l), en présence de plus d'une centaine de personnes. Tous les autres partis ont décliné l'invitation qui leur avait été faite de

participer à cette Conférence, qui a cependant reçu le soutien de la majorité des Associations de quartier et de plusieurs Comités d'Entreprise de Torrejón. La Conférence a débouché sur la formation d'un Comité contre la base de Torrejón, auquel ont adhéré bon nombre des personnes présentes. Ce Comité a déjà diffusé un Communiqué parmi la population et prépare de nouvelles réunions pour développer la lutte contre la base de Torrejón et contre la domination impérialiste en général.

* * * *



«Terrains prévus pour l'O.T.A.N.». Dessin de Maximo publié dans le quotidien «El País» du 10 juin 1979

Le 6 juillet, à l'Ecole Technique Supérieure des Ingénieurs Agronomes de Valence s'est déroulée une importante journée d'études sur la question agraire, les mouvements paysans et l'impérialisme en Espagne, organisée par l'Association Antiimpérialiste du Pays Valencien. Parmi les exposés présentés lors de cette journée, retiendrons celui de V. Vega, délégué du P.C.E. (m-l), qui analysa notamment les conséquences de l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun pour la paysannerie — renforcement de l'emprise des multinationales sur l'agriculture, accélération de la ruine de la petite et moyenne paysannerie, de l'exode rural et des déséquilibres régionaux, dépendance accrue par rapport au marché impérialiste — et celui de Pascual Moreno, de l'Association Antiimpérialiste, sur «la pénétration des multinationales dans les campagnes espagnoles». Pascual Moreno décrivit, documents à l'appui, la pénétration des multinationales dans les secteurs

de l'élevage, des machines, des engrais, des insecticides, des fourrages artificiels et de l'industrie agro-alimentaire en général. Il démontra également comment les États-Unis utilisent leurs énormes excédents agricoles (blé, maïs, soja) comme une arme politique et un instrument de chantage au service de leur pénétration impérialiste.

Les exposés furent suivis de débats animés au cours desquels furent réfutées les positions des partis collaborationnistes et pro-impérialistes, notamment par rapport au Marché Commun.

CRÉATION D'UN COMITÉ CONTRE L'OTAN

Le 29 juin dernier, un Comité de Coordination anti-OTAN a été créé à Madrid à l'initiative de divers partis nationalistes et de gauche, de personnalités marquantes

du monde de la culture et, de parlementaires. Ce Comité a publié un Manifeste dans lequel il souligne que l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN «serait en contradiction avec les intérêts généraux des peuples d'Espagne» et «empêcherait l'évolution libre et démocratique des diverses nationalités et régions» de l'Espagne, et exige que soit tenu «un débat public sur l'existence et l'utilisation des bases étrangères sur le territoire espagnol, ainsi que sur l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN».

Ce Comité, présidé par José Bergamín, compte parmi ses membres des députés du P.S.O.E., du P.S.U.C., d'Euzkadiko Ezkerra et de l'Union du Peuple Canarien.

Se créa a finales de junio

Comité coordinador anti-OTAN

El pasado día 29 de junio se creó en Madrid un comité coordinador de

los opositores a la entrada de España en la OTAN, integrado por varios partidos nacionalistas y de izquierda, así como por profesionales, personalidades del mundo de la cultura y varios parlamentarios.

En su declaración constituyente el comité anti-OTAN afirma que la entrada de España en la Organización atlántica «estaría en contradicción con los intereses generales de los pueblos de España». El documento, después de subrayar que la entrada en la OTAN «impediría la evolución libre y democrática de las distintas nacionalidades y regiones», denuncia una «acción solapada» del Gobierno para preparar dicho ingreso, y exige «un debate público sobre la permanencia y uso de bases extranjeras y de utilización conjunta dentro del territorio español, así como sobre la eventual entrada en dicha organización».

Un total de 128 firmas suscriben el manifiesto, que encabeza el escritor José Bergamín y en el que figuran ocho diputados del PSOE, PSUC, Euzkadiko Ezkerra y Unión del Pueblo Canario



La manifestation de Barcelone. Sur la banderole, on peut lire: Contre les centrales! Non à l'OTAN! Indépendance nationale!

Le 5 juin, de Lérida à Badajoz, de Gérone à Soria, d'Almería à Gijón, dans toute l'Espagne, des meetings, des rassemblements, des festivals et des manifestations ont eu lieu à l'occasion de cette Journée Internationale d'Action contre l'Énergie Nucléaire. Et partout, on a pu voir que l'opposition des peuples d'Espagne aux centrales nucléaires est intimement liée à la remise en cause du gouvernement de la monarchie, de sa politique entièrement inféodée à l'impérialisme et de sa nature fasciste. Au milieu d'innombrables drapeaux républicains, les mêmes cris s'élevaient dans toute l'Espagne:

**A BAS LE PLAN NUCLÉAIRE!
NI OTAN NI PACTE DE VARSOVIE!
DÉMANTELEMENT DES BASES MILITAIRES!
POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET LA RÉPUBLIQUE!**

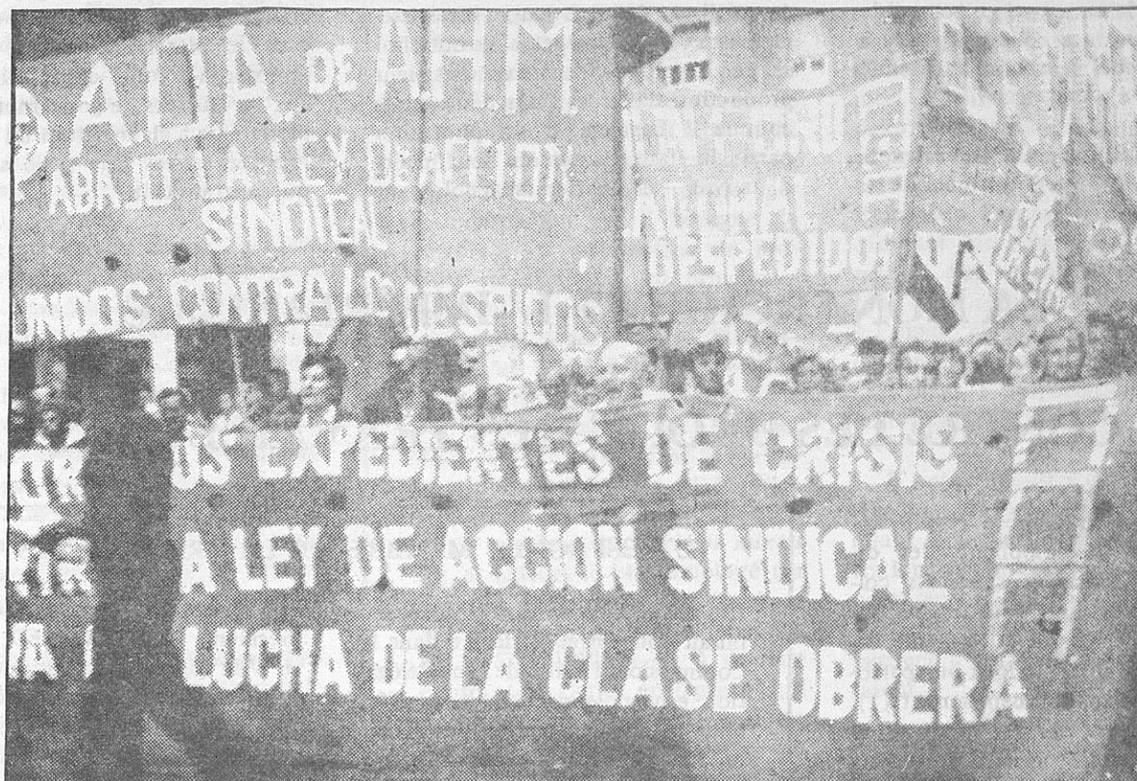
la décision du géant américain met fin à plusieurs mois de marchandages internationaux: allait-il s'installer en France, en Allemagne, ou exclusivement en Autriche? Son choix allait se porter sur le plus offrant, c'est-à-dire le plus servile. Comme l'expliqua son directeur, M. Krehl, « nous avons pu constater que c'est ici que nous rencontrons les meilleures conditions sur le plan de la main-d'œuvre, des terrains, des services, des trans-

gnols apporteront également 25 milliards de crédit gouvernemental à long terme et à très bas taux d'intérêt. Les Caisses d'Épargne fourniront au moins 25 milliards de pts., et les banques espagnoles le reste. Dans le meilleur des cas, *General Motors* apportera pour 10 milliards de machines qu'elle fera venir de ses usines aux quatre coins du monde. Une affaire en or...

Avec une production de sa fi-

pagne comprend, entre autres mesures, la suppression de 1 200 emplois dans les usines *Chrysler*, qu'il a récemment absorbées.

Reste le cas de SEAT, première entreprise d'Espagne, avec plus de 30 000 travailleurs, dont le capital était partagé jusqu'à présent entre FIAT et le monopole d'État INI (Institut National pour l'Industrie). L'accord récemment signé par la mul-



Banderoles de l'A.O.A. lors d'une manifestation des travailleurs de FORD et des Hauts Fourneaux de la Méditerranée: «Non aux licenciements et aux fermetures d'usines!»

ports et des communications, de la sous-traitance, des possibilités de profit à long terme et des perspectives de commercialisation».

Le gouvernement espagnol a accepté sans sourciller toutes les conditions des Américains, qui ont imposé jusqu'à l'emplacement exact de la future usine. Les moteurs des voitures construites à Figueruela seront fabriqués... en Autriche! Le gouvernement espagnol devra construire toute l'infrastructure routière et ferroviaire nécessaire.

Quant au financement de cette fabuleuse opération, le moins que l'on puisse dire est qu'il ne va pas grever démesurément les avoirs de la firme de Detroit. 10 milliards de pts. seront apportés à fonds perdus par le gouvernement espagnol, sous forme de subvention. Les contribuables espa-

gnols atteindra 300 000 véhicules par an, dont 200 000 destinés à l'exportation, *General Motors* compte se tailler dans les années 80 une part essentielle du marché européen.

Simultanément, les autres grands de l'automobile implantés en Espagne ont annoncé d'importantes mesures: à FORD, où la répression patronale s'est intensifiée, et où les travailleurs sont en lutte depuis plusieurs mois pour obtenir la réintégration de plusieurs dizaines de camarades licenciés, 35 milliards de pts. (2 milliards de francs) vont être investis pour agrandir l'usine d'Almusafes (Valence). *Peugeot-Citroën-Chrysler*, quant à lui, prévoit de porter en quatre ans le total de ses investissements en Espagne à 250 milliards de pts. (plus de 15 milliards de francs): la restructuration des filiales du groupe français en Es-

pagne italienne, l'INI et SEAT prévoit les mesures suivantes:

- hausses importantes des prix des véhicules fabriqués;
- suppressions de 6 300 postes de travail par le biais de mutations forcées, de mises à la retraite anticipée et autres mesures visant à contraindre le plus grand nombre possible de travailleurs à quitter l'entreprise;
- financement du plan de restructuration par l'INI et les banques;
- allègements fiscaux et facilités supplémentaires accordées à FIAT pour le rapatriement de ses bénéfices;
- libre importation des pièces détachées et autres équipements provenant des filiales italiennes de FIAT,

avec d'inévitables préjudices pour les nombreuses entreprises sous-traitantes de Barcelone;

— mesures visant à accroître la productivité du travail: élévation des rendements, augmentation des heures supplémentaires, etc...

Dans deux ans, si FIAT considère que ces mesures ont permis de redresser la situation actuelle et de faire face à la concurrence accrue des firmes américaines, elle rachètera à leur prix actuel les actions détenues par l'I.N.I.

Une fois achevée la *restructuration* de l'industrie automobile es-

pagnole dans les termes et au prix que nous avons évoqués, vers le milieu des années 80, plus d'un demi-million de véhicules seront fabriqués chaque année en Espagne, dont au moins les deux tiers destinés à l'exportation. Or, l'industrie de l'automobile est aujourd'hui une industrie vieillie, sans avenir, dont le développement est remis en question par la crise énergétique. Les monopoles de l'automobile ont cessé depuis longtemps de réaliser de nouveaux investissements aux États-Unis, et, s'ils ont choisi de développer massivement leur production dans des pays dépendants comme l'Espagne, c'est pour tirer parti du faible coût de leur main-d'œuvre — l'ouvrier espagnol gagne

six fois moins que l'ouvrier américain — et pouvoir ainsi conquérir de nouveaux marchés.

Liquidation d'entreprises et de branches entières de l'économie (construction navale, sidérurgie), restructuration, au prix de milliers de suppressions d'emplois, d'autres branches comme l'automobile, mainmise accrue des multinationales sur toute l'économie du pays: voilà le prix à payer pour *réussir* l'entrée dans le Marché Commun. Et, pour imposer la volonté des multinationales aux travailleurs, le gouvernement de la monarchie a élaboré tout un arsenal de lois répressives que nous allons évoquer maintenant.

LA MONARCHIE ET L'IMPÉRIALISME

CONTRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS

Après avoir élaboré et fait approuver, avec la complicité des directions des partis et syndicats collaborationnistes, une Constitution qui affirmait la légitimité du système capitaliste et légalisait le lock-out patronal et la liberté de licenciement (1), le gouvernement Suárez vient d'élaborer un certain nombre de projets de loi qui développent les *grands principes* anti-ouvriers contenus dans le texte constitutionnel.

Le plus important de ces projets est le Statut des Travailleurs. L'examen rapide de ce texte suffit à démontrer son caractère profondément anti-démocratique.

* * * *

Dans le domaine économique et social, le Statut des Travailleurs légalise le travail temporaire, les heures supplémentaires, le travail à la tâche, le travail à domicile, les contrats de travail purement verbaux. Il établit la durée légale de la semaine de travail à 44 heures, et celle des congés payés à 21 jours. Les entreprises auront une totale liberté pour fixer les horaires de travail: dans le système du travail par équipes, les ouvriers pourront être maintenus trois semaines de suite dans l'équipe de nuit. La période d'essai pourra être de trois mois

(1) - Voir APEP n. 101

L'ESPAGNE, MEMBRE DE LA TRILATÉRALE

Le 19 avril dernier, l'Espagne faisait son entrée officielle dans la Commission Trilatérale: une délégation espagnole participait en effet pour la première fois à une réunion de ce «*super-Conseil d'Administration des intérêts des monopoles occidentaux*» (1), et en premier lieu des multinationales américaines, comme le prouve d'ailleurs clairement la personnalité des membres de cette délégation, tous liés à l'impérialisme yankee: Claudio Boda est Président de *Ford España*, Jaime Carvajal Urquijo, Conseiller de *Standard Electrica*, Antonio Garrigues Walker, Conseiller de *FORD España* et vice-Président d'*I.B.M.*, Alfonso Oso-

rio, Président d'*ESSO* et vice-Président de *PETROMED*, et José Vila Marsans, vice-Président de *Boissons Américaines, Pepsi-Cola et Miranda*; il appartient également à l'État-major de la Confédération Espagnole des Organisations d'Entreprises (C.E.O.E., l'équivalent du C.N.P.F. français), très largement représentée dans cette délégation, à travers Carlos Ferrer Salat, qui en est le Président, et divers autres, comme José Luis Ceron Ayuso, José Antonio Segurado,... Il faut enfin signaler la présence de Luis Maria Anson, Directeur de l'agence *E.F.E.*, étroitement liée aux agences de presse américaines.

(1) - cf. APEP n. 104



«Dehors les bases yankees!», «Non à l'O.T.A.N.!\»,
«Non à la Trilatérale capitaliste!»

Les entreprises pourront contrôler le contenu des vestiaires et des effets personnels des travailleurs et effectuer des contrôles au domicile des travailleurs malades.

Un certain nombre de dispositions du texte visent à garantir au patronat la totale liberté de licenciement: «*Le contrat pourra être résilié... en raison de la nécessité de supprimer un poste de travail individuel s'il n'est pas possible d'employer les services du travailleur concerné à d'autres tâches de l'entreprise dans la même localité*». Ce qui signifie, en clair, le licenciement pur et simple, ou sous couvert de muter les travailleurs dans d'autres localités.

Un véritable code disciplinaire complète ces mesures et permet toutes sortes de licenciements arbitraires. Le licenciement pourra être prononcé, par exemple, en raison de «*la transgression de la BONNE FOI du contractant*» ou de «*l'ABUS DE CONFIANCE dans l'accomplissement du travail*» (art. 52, par. c). Même si les tribunaux déclarent un licenciement abusif, l'entreprise devra simplement indemniser le travailleur concerné, si elle ne souhaite pas le réintégrer.

Autre disposition clairement fasciste du *Statut des Travailleurs*: le gouvernement déterminera le salaire minimum «*d'après les indices officiels des prix à la consommation ET LE NIVEAU DE LA PRODUCTIVITÉ*» (art. 29). En clair: le salaire minimum sera fonction des profits du capital!

* * * *

En ce qui concerne les droits des travailleurs, le Statut discrimine les fonctionnaires; les travailleurs temporaires et les travailleurs âgés de moins de 18 ans se voient refuser le droit d'élire leurs délégués, et ceux qui ont moins d'un an d'ancienneté ne sont pas éligibles.

Le DROIT D'EXPRESSION n'est même pas mentionné, ce qui revient à légaliser la répression qu'exerce actuellement le patronat contre toute forme d'expression syndicale ou politique à l'intérieur des entreprises. Pas un mot, non plus, sur le droit des partis et organisations antifascistes à réaliser leur travail dans les entreprises.

En ce qui concerne la repré-

LES MULTINATIONALES RUSSES EN ESPAGNE

Les liens entre l'U.R.S.S. et l'oligarchie espagnole ne cessent de se renforcer depuis plusieurs années, ce qui témoigne de l'implantation croissante — toutes proportions gardées — du social-impérialisme russe en Espagne.

Le déficit constant de la balance commerciale de l'Espagne dans ses échanges avec l'Union Soviétique en est un signe éloquent, et dépasse pour l'année 1977 la somme de 1,5 milliard de pts., soit environ 92 millions de francs. Ce commerce, constitué en grande partie par l'importation par l'Espagne de pétrole et l'exportation de produits sidérurgiques, est principalement entre les mains de deux multinationales russes, PRONSYRIOIMPORT et SOYUZNEFTEXPORT, et les transports sont assurés, dans leur quasi totalité, par INTRAMAR, société mixte dont la moitié du capital est détenue par l'URSS.

Ce système des sociétés mixtes est d'ailleurs le plus employé par les multinationales russes cherchant à étendre leur empire. L'exemple de la SOVHISPAN est à ce titre significatif. Cette entreprise, qui s'occupe des services de la flotte de pêche soviétique au large des Canaries et de la commercialisation du poisson, a un capital social réparti de la manière suivante: 50% à la compagnie soviétique Exporles, 25% à la firme yankee-espagnole Compagnie Générale des Tabacs des Philippines, 25% à la compagnie Suardiaz. Et SOVHISPAN contrôle à son tour diverses entreprises mixtes en Espagne: Pesconsa (pêche), Iberlex (bois), Soviemex (commerce).

La Banque du Commerce Extérieur de l'Union Soviétique, l'Uneshorgbank, finance les opérati-

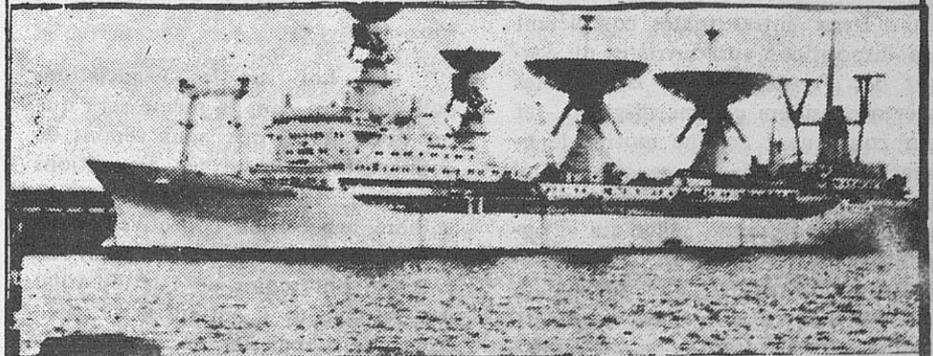
ons des multinationales soviétiques en Espagne, et compte parmi ses associés de nombreux millionnaires espagnols, dont l'un des plus connus est Ramón Mendoza Fontenla, vice-Président du Real Madrid, accusé à plusieurs reprises d'être un espion à la solde de l'U.R.S.S.

Il est d'ailleurs intéressant d'étudier la composition des Conseils d'Administration et des organismes de direction des multinationales soviétiques implantées en Espagne. C'est ainsi que l'on trouve côte à côte l'ultra-franquiste Raimundo Fernández Cuesta et le dirigeant des Jeunesses Communistes, le fils de Santiago Carrillo: tous deux réalisent l'union sacrée à l'heure de se partager les bénéfices de la firme PRODAG, spécialisée dans l'importation de produits pétroliers.

L'actuel Ministre de l'Intérieur, Antonio Ibañez Freire, préside, quant à lui, le Conseil d'Administration de Waimer, aux côtés de nombreux autres franquistes, dont Cristobal Martinez Bordiu, qui appartient à la famille du défunt dictateur.

Le clan des Garrigues Walker ne pouvait évidemment pas être absent de ce tableau. On trouve Juan Garrigues Walker à un poste important de l'entreprise CIEX. A travers lui, l'impérialisme américain s'efforce de faire main basse sur le commerce américano-soviétique.

Un commerce florissant, aussi bien pour le social-impérialisme que pour l'oligarchie espagnole qui, une fois de plus, n'hésite pas, pour servir ses propres intérêts, à brader les intérêts de l'Espagne.



«Bateau de pêche» russe dans le port de Las Palmas (Canaries)

sentation syndicale, ni le *Statut*, ni les lois sur les grèves et la négociation collective ne mentionnent les sections syndicales d'entreprise. Le droit au libre choix des délégués est remis en cause par l'obligation de constituer des listes bloquées, et d'y faire figurer un nombre déterminé de candidats. La révocabilité des délégués est totalement rejetée.

Le *Statut* prétend obliger les Comités d'Entreprise à «collaborer avec la Direction pour mettre en œuvre les mesures permettant de maintenir et d'accroître la productivité» (art. 63, par. 10). Il leur interdit de révéler aux travailleurs et à l'opinion publique toutes les données que le patronat estimera devoir garder secrètes. Leurs fonctions dans la marche de l'entreprise sont purement contemplatives, et le patronat conserve un pouvoir absolu dans le domaine des sanctions — il est simplement tenu d'informer les Comités des sanctions graves — et de la restructuration du personnel.

Les Assemblées sont pratiquement réduites à néant: elles ne pourront se tenir que TOUS LES DEUX MOIS, EN DEHORS DES HEURES DE TRAVAIL. Elles devront être convoquées par le Comité d'Entreprise, ou par 25% des travailleurs de l'entreprise. Obligation est faite de prévenir la direction deux jours à l'avance et de lui soumettre l'ordre du jour de l'Assemblée. Les Assemblées auront un caractère *informatif*, ce qui revient à nier la capacité de décision des travailleurs, et à consacrer les relations *privilegiées* établies entre le patronat et les directions des centrales *majoritaires* — Commissions Ouvrières, U.G.T. — dont le rôle de courroie de transmission n'est pas sans rappeler celui du vieux syndicat vertical.

* * * *

Deux autres textes complètent les dispositions anti-ouvrières du *Statut des Travailleurs*. La Loi sur les grèves considère comme illégaux — et par conséquent comme motifs de licenciements et de répression: les débrayages partiels, les grèves du zèle, les grèves politiques, celles qui s'opposent à la Constitution ou à n'importe quelle mesure gouvernementale ou administrative («aux règlements émanant de l'autorité compétente» — art. 12, par. c), les grèves de solidarité, les grèves dans les services

publics si le gouvernement estime qu'elles «mettent en danger la santé ou la sécurité des citoyens» (art. 12, par. e) (sont considérés comme des services publics: la santé, l'enseignement, les transports, l'eau, le gaz, l'électricité, les sapeurs-pompiers, les ouvriers de boulangerie et les laitiers, etc...), les grèves se produisant pendant la période d'application des Conventions Collectives, etc...

Les piquets de grève sont *illégaux*. Il est exigé un préavis de six jours avant toute grève, et de quinze dans les services publics. La présence des grévistes sur leur lieu de travail est interdite.

Le gouvernement se réserve la possibilité de briser les grèves en faisant appel à des travailleurs d'autres branches de la production, à des chômeurs ou à des militaires, ou de décréter la militarisation des travailleurs en grève. Le patronat peut exiger le maintien en fonction des installations essentielles de l'entreprise, et réquisitionner les travailleurs qu'il estime nécessaire à cette fin.

En plus de toutes ces dispositions, le Parlement pourra déclarer n'importe quelle grève *illégal*e. Sera également déclarée illégale toute grève se poursuivant alors que le Comité de Grève ou les syndicats qui l'ont convoquée ont décidé de la reprise du travail (art. 8): ainsi se trouvent légalisées les pratiques anti-démocratiques des directions des centrales *majoritaires*.

La loi prévoit également la mise en place de procédures d'*arbitrage* officiel pour venir à bout des grèves les plus dures: «En cas d'événements graves, ou si, deux mois après le début de la grève, un accord n'est toujours pas intervenu entre les parties concernées, le différend sera soumis à l'ARBITRAGE OBLIGATOIRE DU TRIBUNAL DU TRAVAIL».

* * * *

La Loi sur les négociations collectives va dans le même sens que les deux textes que nous venons de commenter, et dont les dispositions remettent déjà en cause le droit à la libre négociation collective. Elle y ajoute l'impossibilité pour les syndicats qui ont moins de 10% du total des délégués de l'entreprise de participer à la négociation des conventions inter-entreprises (ce qui comble les vœux des Commissions Ouvrières et de

l'U.G.T.), et, surtout, elle donne au Ministère du Travail des possibilités d'intervention exorbitantes: possibilité d'imposer un «*arbitrage obligatoire*» en cas d'impasse dans les négociations (art.11), d'*étendre les dispositions d'une Convention Collective en vigueur à des entreprises déterminées EN CAS DE DIFFICULTÉS DANS LES NÉGOCIATIONS...*» (art. 10, par. 2).

* * * *

Après les promesses de démocratie, la réalité sans fard du continuisme franquiste: le Statut du Travailleur et les lois qui l'accompagnent n'ont pas d'autre fonction que de priver les travailleurs de leurs droits les plus élémentaires, et de les soumettre aux exigences du patronat et des multinationales.

L'idée même d'élaborer un *Statut* des travailleurs est typiquement fasciste et s'inscrit dans la lignée des fameuses Chartes de Mussolini et Franco (bien que le premier à la formuler eût été... Marcelino Camacho). Rien d'étonnant à ce que le texte du *Statut* actuel s'inspire assez largement de la Loi Syndicale de 1971, présentée par Solís au Congrès de Tarragone.

Comme l'explique l'A.O.A. dans un article de son journal *Asamblea Obrera* (2), auquel nous avons emprunté l'essentiel des données de cet article:

«La seule position correcte, pour les travailleurs, consiste à rejeter tout Statut, toute régulation de nos droits, ou toute auto-régulation, comme le prétendent les dirigeants carrillistes des Commissions Ouvrières. La classe ouvrière exige les droits de grève, d'association, d'expression, de manifestation et de représentation sans restrictions et sans ingérences de la part du patronat et du gouvernement (...).

«Aussi rejetons-nous toute autre proposition de Statut (comme celle que présente le P.«C».E. avec le soutien du P.S.O.E.) qui ne peut aboutir qu'à nous faire imposer le projet gouvernemental moyennant quelques retouches secondaires — la prime à la collaboration — et à nous détourner de la lutte antifasciste conséquente. (...)

(2) - n. 14 - 18 juin 1979



Madrid - meeting syndical révolutionnaire contre le Statut des Travailleurs

«Face à ces graves menaces qui pèsent sur l'ensemble du mouvement ouvrier, il est du devoir de tous les syndicalistes, en particulier de ceux qui militent dans les Commissions Ouvrières, l' U.G.T. et d' autres syndicats, de se mobiliser de toute urgence pour rompre le silence qui entoure ces projets et les divulguer largement en direction de tous les travailleurs. Il faut convoquer des Assemblées pour prendre position dans la lutte pour les droits syndicaux et pour la liquidation du continuisme franquiste dont le Statut est l'incarnation légale. (...)

«Hier, sous Franco, on utilisait les Lois Fondamentales et la police dans le but de nous empêcher d' exercer nos droits de grève, de manifestation, de tenir des Assemblées, etc... Aujourd' hui, on a

recours, dans le même but, à la Constitution, au mot de démocratie et au soutien des dirigeants des Commissions Ouvrières et de l' U.G.T..

«Aujourd' hui comme hier, la riposte doit être l' unité et la lutte antifasciste pour de vrais droits démocratiques, contre le continuisme franquiste et pour la République».

* * * *

Cette riposte ne s' est pas faite attendre. Le 11 juillet, des centaines de milliers de travailleurs arrêtaient le travail dans tout le pays au cours d' une Journée de Lutte unitaire contre le Statut anti-ouvrier. A Barcelone, à Madrid, à Valence, des milliers de manifestants descendaient dans les

rues aux cris de: «Ni Pactes, ni Statuts, libertés syndicales!», «Ni Statut de l' U.C.D., ni Statut du P.C.E.!\», «Unité syndicale contre le Pacte Social!», etc... La manifestation de Saragosse a été marquée par une brutale répression policière: le défilé fut interdit à la dernière minute par le Gouverneur Civil et les brigades anti-émeutes chargèrent sans préavis contre les 6 000 manifestants. Malgré la défection des dirigeants des Commissions Ouvrières, qui abandonnèrent immédiatement les lieux, les travailleurs firent face et affrontèrent pendant plus de deux heures l' agression policière, élevant des barricades et interrompant la circulation en plusieurs points de la ville.

Une première bataille: contre le Statut des Travailleurs et les autres lois anti-ouvrières, la lutte continue.



suite de la p. 18

coa, du Club des Amis de l' UNESCO et de la municipalité de Madrid. L' hommage a même acquis une dimension internationale, avec le soutien que lui ont apporté, en France, Simone de Beauvoir, Maître Halimi, Claire Etcherelli, Colette Audry et la Librairie des Femmes.

Enfin, cet hommage aura surtout été important par son contenu. Comme l' a souligné la représentante de l' O.M.D., «... ici, s' est concrétisée

l' unité antifasciste et républicaine, et maintenant il nous faut étendre et développer cette unité, afin de pouvoir enterrer un jour les exploités et les oppresseurs de la femme, qui sont aussi les exploités et les oppresseurs de tout le peuple».

Parmi les interventions qui ont marqué cet hommage, et qu' entrecoupaient de nombreuses pauses artistiques, nous retiendrons celle d' une vieille antifasciste, Lola, condamnée à mort à la fin de la guerre, qui rappela le rôle des femmes pendant la Répu-

blique, la guerre et dans la nuit fasciste, et l' appel de l' actrice Lola Gaos à poursuivre aujourd' hui la lutte contre le fascisme: «Tant que le fascisme conservera ne serait-ce qu' une parcelle de pouvoir, nous ne devons pas baisser la garde. Ne baissons pas la garde, si nous ne voulons pas qu' il nous écrase! Dressons-nous, luttons pour nos droits! Luttons pour une République, luttons pour un art démocratique, pour nos libertés, luttons pour être vraiment des citoyens libres dans un État libre!»



Banderole de l'Organisation des Femmes Démocrates (O.M.D.):
«Plus de forces répressives! Châtiment pour les coupables!»

suite de la p. 19

de la direction, malgré la présence, à quelques dizaines de mètres, des forces de police, malgré les protestations indignées des pontes des Commissions Ouvrières et de l' U.G.T., arrivés sur le coup de sept heures... A 8 heures, l' Assemblée des travailleurs de SALTUV se réunit, et, sur la proposition de Julio Estellès, vote massivement la grève. Les dernières tentatives des collaborationnistes - «Ici, c'est le Comité d' Entreprise qui commande!» - se heurteront à la volonté inébranlable des travailleurs - «Ici, c'est l' Assemblée qui décide!».

A Valence et dans les environs, la solidarité de classe des travailleurs

s' exprime avec la même force qu' à SALTUV: le 27 au matin, la grève est pratiquement totale.

L' enterrement de Valentín González a été suivi par 250 000 personnes, dont une majorité d' ouvriers. La manifestation a traversé toute la ville, sur cinq kilomètres. Des groupes de manifestants ont lapidé des établissements bancaires, et le siège du journal fasciste *Las Provincias*. Les mots d' ordre les plus fréquemment repris par les manifestants étaient: «Fascistes, c' est vous les terroristes!», «C' est un crime, punissons les coupables!», «Police, assassins!», «Monarchie, assassins!», «Dissolution des

corps répressifs!», «Vive la République!» et «Vive la Révolution!» On remarquait les travailleurs de SALTUV, tous ensemble, en tenue de travail. De très nombreux drapeaux rouges et républicains, et les grandes banderoles des forces antifascistes: A.O.A., P.C.E. (m-l), Organisation des Femmes Démocrates, etc..., ainsi que celles de dizaines de délégations d' usines et de Comités d' Entreprise. Terrées dans leurs casernes, les forces de police étaient invisibles. Pendant près d' une demie-heure, au cimetière, les manifestants gardèrent le silence avant d' entonner, le poing levé, l' Internationale.



la lutte des femmes espagnoles

contre le fascisme, hier et aujourd' hui

Le 24 juin dernier, à Vallecas (Madrid), plus d' un millier de personnes ont participé à un Hommage aux Femmes Antifascistes, hommage au rôle des femmes dans la lutte des peuples d' Espagne pour la défense de la République et contre l' avènement du franquisme, et en même temps appel à poursuivre aujourd' hui cette lutte contre un régime qui maintient la femme espagnole dans la même situation d' oppression sur tous les plans.

L' importance de cet hommage

tient d' abord au fait qu' il s' agit de la première initiative de ce type jamais réalisée en Espagne depuis la mort de Franco. Ensuite, cet hommage a permis l' expression concrète d' une large unité populaire antifasciste: organisé à l' initiative de l' Organisation des Femmes Démocrates (O.M.D.), il a reçu de très nombreux soutiens: d' organisations de femmes - Front de Libération de la Femme, Commission *Femme et Socialisme* du P.S.O.E. - de femmes antifascistes - l' actrice Lola Gaos, qui était présente, l' écrivain Antonina Rodrigo - de for-

ces politiques et syndicales - plusieurs groupements locaux du P.C.E. et du P.S.O.E., la Coordination Ouvrière des Groupes Socialistes, la Convention Républicaine, le P.C.E. (m-l), l' A.O.A., la J.C.E. (m-l), le M.C.E., la L.C.R. - de personnalités antifascistes connues - le sénateur Miguel Castells, Quiros, commandant de l' Armée républicaine, l' écrivain Eduardo Pons Prades, etc... - de plusieurs Associations de quartier, de la Commission pour l' Amnistie du Guipuz-

suite p. 17

suite de la p. 20

pour contrecarrer les manœuvres de division des syndicats réformistes, il faut défendre, dans toutes les usines, dans les Assemblées, le mot d'ordre de grève totale, pendant toute la journée du mercredi 27. Et pour assurer le succès du mouvement dès le début de la journée, il faut à tout prix que, dès l'aube, soient gagnés à la grève les chauffeurs de bus de la SALTUV, SALTUV où les bonzes des Commissions et de l'U.G.T. ont décrété dans le plus grand secret, la veille au soir, que le travail ne s'arrêterait que dans l'après-midi, comme en fera foi le communiqué remis à la presse locale et que les travailleurs auront la surprise de découvrir dans le journal du matin, alors qu'ils s'étaient déjà mis en grève...



Valentín González, 20 ans: «... un ouvrier dont le seul délit était de lutter pour ses revendications...»

La bataille décisive se jouera à partir de 3h30, le 27 au matin, dans les dépôts des bus de la SALTUV, seul moyen de transport en commun existant à Valence. Un piquet commun de militants du P.C.E. (m-l) et de l'A.O.A., conduit par Julio Estelès, membre du Conseil Confédéral de l'A.O.A. et du Comité d'Entreprise de SALTUV, informe les travailleurs de l'équipe du matin: les premiers bus ne sortiront pas, les travailleurs sont tous d'accord pour arrêter immédiatement le travail. Certains s'étonnent de l'absence des autres membres du Comité d'Entreprise. Ceux qui arrivent s'intègrent aussitôt au piquet de grève. Aucun bus ne sortira des entrepôts, malgré les menaces

suite p. 18

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ D'ENTREPRISE DE FORD

Le Comité d'Entreprise désire informer tous les travailleurs de FORD de la triste nouvelle de l'assassinat par la Police Nationale (1) du jeune Valentín González, âgé de 20 ans, travailleur aux Halles de Valence.

Une nouvelle fois, un ouvrier dont le seul crime était de lutter pour ses revendications est assassiné impunément par une police aux racines profondément fascistes, qui justifie la plupart de ses crimes en prétendant que le coup de feu est parti de lui-même au moment où la victime voulait s'emparer de l'arme.

Nous, les travailleurs de FORD, avons appris par notre propre expérience, lorsque nous manifestions pour exiger nos droits, que la police n'a jamais pris notre parti en réprimant les patrons, mais qu'au contraire, c'est toujours nous qui avons été réprimés et sauvagement frappés.

S'ils pensent nous convaincre de leur impartialité avec la démagogie dont ils font usage dans leurs communiqués officiels, ils se trompent du tout au tout. Pour nous, tout est très clair: un nouvel assassinat a été commis, un nouvel ouvrier a été assassiné, L'APPAREIL FASCISTE ET SES VIEILLES HABITUDES RESTENT EN VIGUEUR.

Le Gouvernement Civil (2) a envoyé une note à la presse pour se laver les mains en déclarant que ce sont les 70 travailleurs des Halles qui ont attaqué la police. Les délégués du Comité d'Entreprise de FORD ne trouvent pas de paroles assez fortes pour qualifier l'attitude de ces FASCISTES ÉHONTÉS qui justifient leurs assassinats en nous traitant d'émeutiers et de provocateurs.

Vous savez tous que les travail-

(1) - la Police Armée franquiste: seuls le nom et l'uniforme ont changé

leurs des Halles ont entrepris une grève légale pour exiger le paiement d'arriérés de salaires qui leur étaient dûs depuis la signature de la Convention Collective, cinq mois plus tôt; que le patronat appela ses défenseurs - la Police Nationale - pour faire évacuer les lieux en chargeant contre les travailleurs, comme la majorité d'entre vous avez l'habitude de le voir; et que, s'étant repliés à l'intérieur des installations, les travailleurs furent contraints de les abandonner par les grenades fumigènes de la police, dont un membre tira alors à bout portant une balle de caoutchouc contre le jeune Valentín, qui succomba sur le coup.

Camarades, LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT RESTER PASSIFS DEVANT CES CRIMES QUE L'ON COMMET CONTRE NOTRE PROPRE CLASSE LORSQUE NOUS DÉFENDONS NOS DROITS. Pour défendre ses intérêts, le patronat a recours à ses hommes de main, appelés officiellement Police Nationale. Serait-ce que le droit de grève a été supprimé? Pourquoi la radio, la télévision et la presse bourgeoises ne font-elles pas la même propagande funèbre que lors de la mort des généraux? Serait-ce que les militaires avaient davantage droit à la vie que ce jeune ouvrier? Non, camarades, elles défendaient simplement leur classe. Et nous défendons la nôtre.

Nous vous demandons, camarades, de discuter d'une action unie qui permette à tout le Pays Valencien de riposter ensemble aux crimes fascistes.

Nous exigeons que les coupables soient tenus pour responsables du crime et immédiatement châtiés!

COMITÉ D'ENTREPRISE

AOA, Commissions Ouvrières, SU, CSUT, UGT et USO

Valence, 26/6/79.

VALENCE: UN NOUVEL ASSASSINAT DE LA MONARCHIE

Valence, 25 juin: les travailleurs des Halles se déclarent en grève, une grève légale déclenchée pour contraindre le patronat à respecter l'arbitrage rendu par la Délégation du Travail.

En fin de journée, les travailleurs sont réunis sur leur lieu de travail, où ils tiennent une Assemblée informative. C'est alors que les brigades anti-émeutes chargent brutalement: 50 travailleurs sont encerclés par la police, qui commence à frapper. Le jeune Valentin González Ramírez, dont le père se trouvait parmi les travailleurs encerclés, se précipite à leur secours: il est fauché par une balle de caout-

chouc tirée à bout portant, et succombe sur le coup.

Un nouveau crime de la monarchie et de sa police, qui s'ajoute à une liste déjà bien longue — Vitoria, Malaga, Tenerife, Tudela... — d'assassinats impunis. Mais, à ce nouveau crime, la classe ouvrière et le peuple de Valence, et aussi de toute l'Espagne, auront su répondre comme ils l'ont rarement fait jusqu'à ce jour. Au Pays Valencien, les obsèques de Valentin ont constitué la plus importante manifestation politique de masse depuis l'époque de la République.

La riposte de la classe ouvrière

250 000 travailleurs dans les rues de Valence

La nouvelle de l'assassinat se répand très rapidement dans Valence: l'indignation des travailleurs est à son comble, et les premières réactions se produisent dès le lendemain matin: les 2 700 travailleurs des chantiers navals ELCANO débraient dans la matinée. Le Comité d'Entreprise de FORD adopte le Communiqué que nous reproduisons dans ces pages. Ce texte est lu dans les cantines à l'heure du déjeuner: de très nombreux travailleurs se prononcent pour une grève de solidarité immédiate. Dans l'après-midi, des Assemblées se tiennent dans de nombreuses entreprises, souvent suivies de débrayages.

Les centrales se réunissent pour décider d'une attitude commune. Les Commissions Ouvrières et l'UGT s'efforcent en vain de limiter le mouvement à des débrayages symboliques. Mais la volonté de lutte et d'unité antifasciste de la classe ouvrière de Valence, défendue en particulier par les délégués de l'A.O.A. (1), finit par s'imposer: tous les syndicats appellent à la Grève Générale. Le soir, ils annoncent en outre que les obsèques de Valentin, le lendemain, seront le motif d'une manifestation de masse qui traversera tout Valence.

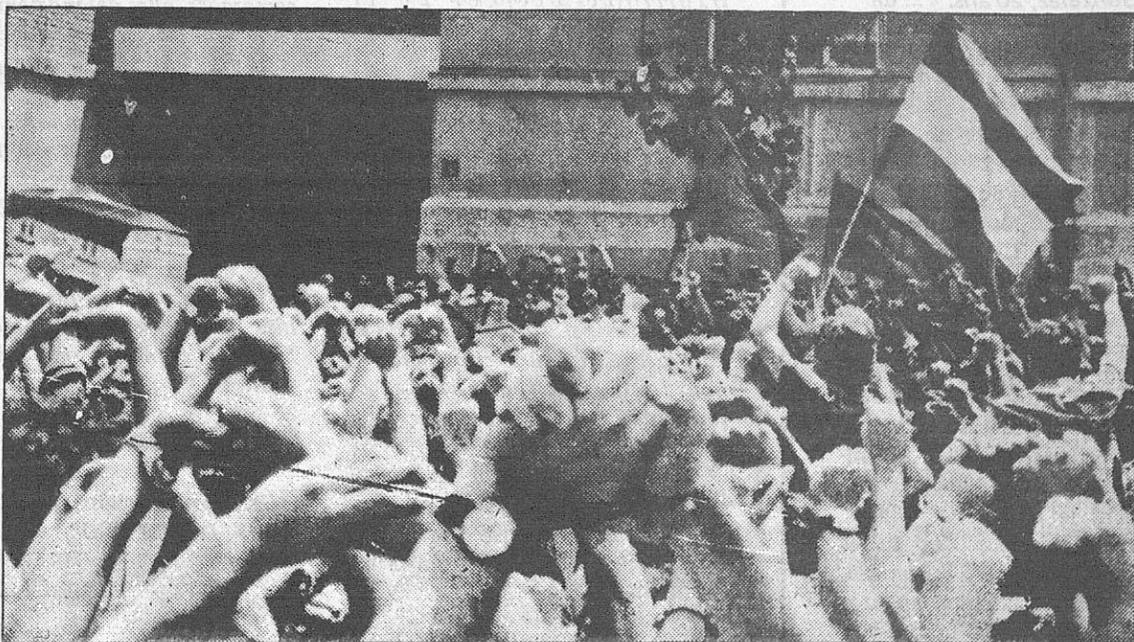
Pour les dirigeants des syndicats

collaborationnistes, qui ont signé l'appel à la Grève Générale bien malgré eux, sous la pression de la base, il est encore temps de manœuvrer pour réduire au maximum la portée de cette journée de lutte, et faire en sorte que seuls débraient, pour quelques heures, les ouvriers des grandes entreprises.

Les militants de l'A.O.A., et ceux du P.C.E. (m-l), qui joueront un rôle décisif dans le succès de cette journée, sont conscients du danger:

(1) - Association des Assemblées Ouvrières

suite p. 19



«De très nombreux drapeaux rouges et républicains...»

Después de haber suspendido hace unas semanas el presidente Suarez su viaje a las Américas, emprende ahora viaje a París.

Ahora bien, que nadie se haga ilusiones y que piense que viene a interesarse por la problemática y el estado de los más de 500.000 emigrantes que residen hoy en Francia. No, que nadie se llame a engaño, Suarez viene representando y defendiendo unos intereses muy distintos de los de la clase obrera emigrante. En primer lugar, y con prioridad, sobre todo, Suarez viene representando los intereses de sus amos los yanquis, a interceder para la colocación en Francia o en otro país de la OTAN de unos misiles nucleares de medio alcance apuntando a sus rivales los social-imperialistas rusos; viene a conciliarse con los imperialistas franceses, por los últimos viajes que Juan Carlos hizo a diversos países africanos (neocolonias francesas) representando los intereses económicos de los americanos.

Suarez viene a negociar la entrada de España en la CEE-OTAN ya que en Francia existe una corriente de oposición en especial entre los agricultores a este ingreso de España en la CEE.

Otro de los puntos de conversación que tratará Suarez será el de estrechar más la colaboración a nivel de la policía francesa con la española, y con el pretexto de la "democratisación" de España, suprimir cualquier tipo de acogimiento político.

Y si le sobra tiempo, también hablará de los emigrantes, continuando las discusiones que han mantenido hace poco el ministro de Trabajo, el director general del IEE y los llamados representantes de la emigración (FAEEF...) en París, para intentar que la ley Stoleru no se aplique a los españoles emigrantes, tratando de que permanezcamos aquí el mayor número de años posibles para que, en vez de irnos a España a engrosar el ejército de parados, nos quedemos aquí y enviemos más divisas.

No hay que hacerse falsas ilusiones con este viaje de Suarez, un hombre que procede del antiguo aparato del Movimiento franquista, un hombre que como buen peón de sus amos los yankees ha tratado de cambiar un poco la fachada, para que todo siga igual, en una España en donde después de más de tres años de proceso pseudo-democratizante y con apoyo de los partidos colaboracionistas PSOE, PCE, nos han impuesto una constitución monárquica que permite como en los mejores tiempos del franquismo que las cárceles estén llenas de presos políticos (más de 200) y que en ellas se torture; que se promulguen leyes antiobreras y reaccionarias como el Estatuto de los Trabajadores que proporciona aún más armas a los empresarios para salir de su crisis echándola a las espaldas de la clase trabajadora, dándoles aún más facilidades de despido para que sobrepasen esos 2 millones de parados que

existen ya; leyes como la que les permiten condenar a varias mujeres a más de 50 años de prisión acusadas de haber participado en abortos.

Después de tres años de "transición" se puede constatar que nada ha cambiado cuando las más mínimas libertades democráticas no son respetadas, cuando después de tanto hablar de los derechos humanos e incluso de firmarlos, todavía existen medidas arbitrarias, torturas, etc...

El Partido Comunista de España (marxista-leninista), PCE (ml), llama a todos los emigrantes a unirse y mobilizarse en torno a sus problemas, con plataformas reivindicativas, coordinadoras, etc...

Sólo de esta forma, con la unidad de los emigrantes, lograremos resolver nuestros problemas en tanto que emigrantes. Pero también el PCE (ml) considera que esto sólo es un paso hacia la verdadera solución de todos nuestros problemas, hacia las verdaderas libertades democráticas que sólo se conseguirán cuando en España exista una República Popular.

- Por un retorno digno de todos los emigrantes!
- ¡Por una República Popular!
- ¡Por la Independencia Nacional!
- ¡Por el Socialismo y por el Comunismo!



Comité de París del Partido Comunista de España
(marxista-leninista)